

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3112

31 décembre 2012

SOMMAIRE

AFP (Germany) II S.à r.l.	149365	Kewar Holding S.A.	149332
All41 S.à r.l.	149373	Kiez Immo III	149331
Assya Asset Management Luxembourg S.A.	149376	Kiez-Immo s.à r.l.	149332
Britafin S.A.	149340	LDF65 S.à r.l.	149331
Capacity Invest S.A.	149337	LoBoSol S.à r.l.	149331
Caparmor S.A.	149336	Luxindra Investment Corporation SA ...	149331
C&F Packaging S.à r.l.	149337	Luxmetalsistem S.A.	149331
Chestrom S.à r.l.	149337	Luxopall	149334
CNPV Solar Power S.A.	149335	Malloru Ventures S.A.	149332
Codipart S.A., SPF	149335	Melician S.A.	149332
co - labor	149330	Meridiana Holdings S.à r.l.	149333
C.P.C. SA	149330	M Koval Corporation S.à r.l.	149333
Dasco	149335	Mobitrading S.A.	149333
Decors & Partners SA	149330	Nefinance Holding S.A.	149334
den i association sans but lucratif	149353	Nelson Invest S.A.	149330
Ecosse Automotive Holding	149361	Opportunity Investment S.A.	149334
Encana International Holdings S.à r.l. ...	149357	Parfield S.A.	149334
Entreprise de Location Jacques Streff ...	149335	Redmond Holdings S.à r.l.	149333
Entreprise de Montage Jacques Streff ...	149336	SHCO 14 S.à r.l.	149337
Entreprise Jacques Streff Services S.A. ...	149335	SHCO 27 S.à r.l.	149338
ESI Luxembourg S.à r.l.	149336	Silver Spring Holding S. à r. l.	149338
FSB-Systems S.A.	149330	Sisu Group S.A.	149339
GFI Software S.A.	149336	Technoblock International S.A.	149338
Goncalves S.à r.l.	149330	Technoblock International S.A.	149338
Grossfeld Immobilière	149336	Trady s.à r.l.	149339
Hermance S.à r.l.	149337	Transman S.à r.l.	149339
Kapa Technologies S.A.	149332	Vinolux S.A.	149339
		Woland S.A.	149364

co - labor, Société Coopérative.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 105, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 52.733.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012151397/9.

(120200182) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

C.P.C. SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 70.553.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2011 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012151544/9.

(120200034) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

Decors & Partners SA, Société Anonyme.

Siège social: L-8035 Strassen, 10, rue des Muguets.
R.C.S. Luxembourg B 157.568.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012151625/9.

(120200156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

FSB-Systems S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4221 Esch-sur-Alzette, 66, rue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 81.095.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012151698/9.

(120200154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

Goncalves S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3450 Dudelange, 48, rue du Commerce.
R.C.S. Luxembourg B 118.158.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012151720/9.

(120200155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

Nelson Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 31, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 111.452.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012151882/9.

(120199997) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

LoBoSol S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6926 Flaxweiler, 28, rue Berg.
R.C.S. Luxembourg B 155.882.

Les statuts coordonnés de la société, rédigés en suite de l'assemblée générale du 29.10.2012, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Capellen.

Référence de publication: 2012151810/11.

(120200130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

LDF65 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 31-33, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 134.749.

Le Conseil de Gérance déclare, par la présente, que DGAD International S.à r.l. a cédé en date du 30 octobre 2012, cent cinquante (150) parts sociales de classe A, d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune, à Intrum Justitia Debt Finance A.G., ayant son siège social Alpenstrasse, 2, CH-6300 Zug.

Pour LDF65 S.à r.l.
L'Agent domiciliataire

Référence de publication: 2012151819/12.

(120200210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

Luxindra Investment Corporation SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 50.776.

Les comptes annuels, les comptes de Profits et Pertes ainsi que les Annexes de l'exercice de dissolution en date du 25/09/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Organe de Gestion

Référence de publication: 2012151836/11.

(120199989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

Luxmetalsistem S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 4-6, rue de l'Industrie.
R.C.S. Luxembourg B 33.171.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 novembre 2012.

Référence de publication: 2012151837/10.

(120200035) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

Kiez Immo III, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof, 2, rue d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 168.178.

Les statuts coordonnés de la société, rédigés en suite de l'assemblée générale du 26.10.2012, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012151799/10.

(120200114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

Kiez-Immo s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof, 2, rue d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 157.001.

Les statuts coordonnés de la société, rédigés en suite de l'assemblée générale du 26.10.2012, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Capellen.

Référence de publication: 2012151797/11.

(120200095) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

Kewar Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 151, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 156.516.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'administration tenue au siège social le 29 octobre 2012:

Le Conseil d'administration décide de transférer le siège social de la Société au 151, Avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

KEWAR HOLDING S.A.

Référence de publication: 2012151795/12.

(120200098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

Kapa Technologies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5690 Ellange, 2, route de Remich.

R.C.S. Luxembourg B 143.650.

Je soussigné, Patrick CASTEL, administrateur de la société KAPA TECHNOLOGIES SA, ayant son siège au 2, route de Remich à L-5690 ELLANGE, inscrite au RCS sous le numéro 143 650, démissionne avec effet immédiat du poste d'administrateur que j'occupais depuis le 3.12.2008.

Luxembourg, le 20 novembre 2012.

Patrick CASTEL.

Référence de publication: 2012151790/11.

(120200094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

Malloru Ventures S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 101.314.

Le Bilan au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012151858/10.

(120200143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

Melician S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 62.554.

Le contrat de domiciliation signé entre la société AGIR Luxembourg S.A., société anonyme avec siège social à Luxembourg au 25B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg et la société MELICIAN S.A., n° RCS Luxembourg B 62.554, en date du 30 novembre 2009, a été dénoncé avec effet au 21 novembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012151865/10.

(120200176) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

Mobitrading S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4776 Pétange, 9, rue Michel Rodange.
R.C.S. Luxembourg B 107.194.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012151871/10.

(120200237) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

Meridiana Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 125.000,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 148.740.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 novembre 2012.

Stijn Curfs
Mandataire

Référence de publication: 2012151849/13.

(120200211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

M Koval Corporation S.à r.l., Société à responsabilité limitée (en liquidation).

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 150.624.

RECTIFICATIF

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous la référence L120199959.

Ce dépôt est à remplacer par le dépôt suivant:

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour M Koval Corporation S.à r.l. (en liquidation)
Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012151841/15.

(120200181) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

Redmond Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 40.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 90.513.

EXTRAIT

En date du 31 octobre 2012, l'associé unique de Redmond Holdings S.à r.l. a approuvé les résolutions suivantes:

- La démission de Robin Naudin ten Cate de sa fonction de Gérant A de la Société, est acceptée avec effet immédiat;
- Madame An-An Shong, avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen à L-2540 Luxembourg, est élue nouveau Gérant A de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée.

Il convient également de noter que Monsieur Justin Pearce, gérant de la société et représentant de l'associé «The Pearce Trust», a désormais son adresse à Dohlenweg 28, CH-8050 Zurich, Switzerland.

Luxembourg, le 31 octobre 2012.

Référence de publication: 2012151955/16.

(120200047) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

Opportunity Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 124.650.

Les comptes annuels au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

POUR OPPORTUNITY INVESTMENT S.A.

Référence de publication: 2012151900/10.

(120200112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

Nefinance Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 151, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 89.659.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'administration tenue au siège social le 31 Août 2012:

Le Conseil d'administration décide de transférer le siège social de la Société au 151, Avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

NEFINANCE HOLDING S.A.

Référence de publication: 2012151881/12.

(120200126) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

Luxopall, Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 121, rue de Muhlenbach.
R.C.S. Luxembourg B 148.472.

EXTRAIT

Il résulte d'une lettre de démission que ARCAD S.A., Société Anonyme, avec siège social à L-8399 Windhof, rue des Trois Cantons, 9 inscrite au registre de commerce et des sociétés de et à Luxembourg, sous le numéro B 131647, a démissionné de son mandat de commissaire aux comptes de la Société avec effet au 24 septembre 2009.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 novembre 2012.

Bouchra AKHERTOUS

Mandataire

Référence de publication: 2012151838/15.

(120200089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

Parfield S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 73.040.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 09.12.2011 à Luxembourg

L'Assemblée renouvelle pour une période de 6 ans le mandat des Administrateurs et du Commissaire sortants, à savoir Messieurs JACQUEMART Laurent, 3A, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, GILLET Etienne, 3A, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg en tant qu'administrateurs, Monsieur GRATZMÜLLER Claude, 25, avenue Jupiter, B-1190 BRUXELLES en tant qu'administrateur et administrateur délégué et la société AUDITEX S.A.R.L. 3A, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, en tant que commissaire aux comptes. Leur mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire à tenir en 2017

Pour copie conforme

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2012151922/17.

(120200178) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

Codipart S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 32.844.

Le Bilan au 31.12.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012151594/10.

(120200141) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

Dasco, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8080 Bertrange, 63, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 41.131.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF EXPERTS COMPTABLES

Signature

Référence de publication: 2012151622/11.

(120200229) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

Entreprise Jacques Streff Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4501 Differdange, Zone d'Activités Gadderscheier.

R.C.S. Luxembourg B 157.993.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012151644/10.

(120200228) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

Entreprise de Location Jacques Streff, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4501 Differdange, Zone d'Activité Gadderscheier.

R.C.S. Luxembourg B 79.571.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012151663/10.

(120200223) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

CNPV Solar Power S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 139.925.

EXTRAIT

Monsieur Christophe BLONDEAU a remis son démission, avec 2 novembre 2012, de son mandat d'administrateur de la société CNPV Solar Power S.A., Société Anonyme, ayant son siège social au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 139.925 (la «Société»).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 21 novembre 2012.

Référence de publication: 2012151592/13.

(120200014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

Entreprise de Montage Jacques Streff, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4501 Differdange, Zone d'Activité Gadderscheier.

R.C.S. Luxembourg B 62.511.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012151664/10.

(120200222) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

ESI Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8010 Strassen, 148, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 141.045.

EXTRAIT

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012151666/11.

(120200221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

Caparmor S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 53.226.

Le Bilan au 30.11.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012151569/10.

(120200145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

Grossfeld Immobilière, Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon 1er.

R.C.S. Luxembourg B 85.508.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012151724/10.

(120200220) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

GFI Software S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 147.127.

Monsieur Ingo BEDNARZ, administrateur de la Société, a transféré son adresse professionnelle au:
- 7A, rue Robert Stümper, L- 2557 Luxembourg, avec effet au 15 novembre 2012.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 novembre 2012.

GFI Software S.A.

Signature

Référence de publication: 2012151714/13.

(120200058) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

Hermance S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 167.261.

Les Bilans au 30.06.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012151735/10.

(120200146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

Capacity Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2334 Luxembourg, 11, place Saints Pierre et Paul.
R.C.S. Luxembourg B 87.749.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012151568/10.

(120200226) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

Chestrom S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 163.458.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 21 novembre 2012.

Référence de publication: 2012151554/10.

(120200070) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

C&F Packaging S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 296-298, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 96.836.

EXTRAIT

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012151545/11.

(120200224) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

SHCO 14 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 149.528.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 novembre 2012.

Stijn Curfs
Mandataire

Référence de publication: 2012152019/13.

(120200170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

Technoblock International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 52.752.

Les comptes au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TECHNOBLOCK INTERNATIONAL S.A.
DE BERNARDI Alexis / ROSSI Jacopo
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2012152049/12.

(120200186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

SHCO 27 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 162.743.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 novembre 2012.

Stijn Curfs
Mandataire

Référence de publication: 2012152022/13.

(120200123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

Technoblock International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 52.752.

RECTIFICATIF

Les comptes rectificatifs au 31 décembre 2010 (rectificatif du dépôt des comptes au 31 décembre 2010 déposés le 27.04.2012 no L120069098) ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TECHNOBLOCK INTERNATIONAL S.A.
DE BERNARDI Alexis / ROSSI Jacopo
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2012152050/14.

(120200187) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

Silver Spring Holding S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 20, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 133.336.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 Novembre 2012.

Silver Spring Holding S.à r.l.
Manacor (Luxembourg) S.A.
Signatures
Gérant unique

Référence de publication: 2012152023/15.

(120200075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

Trady s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9638 Pommerloch, 5-7, Berlerstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 161.315.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012152058/10.

(120200236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

Transman S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2334 Luxembourg, 11, place Saints Pierre et Paul.
R.C.S. Luxembourg B 77.635.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012152060/10.

(120200218) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

Sisu Group S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1943 Luxembourg, 36, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 40.804.

EXTRAIT

Il est par les présentes notifié:

- que l'adresse du Commissaire aux comptes «Fiduciaire Hetre S.A.» est, à compter du 10 novembre 2012, la suivante:
Suite 3, First Floor, Trinity House, Victoria, Mahé, Republic of Seychelles.

Pour extrait conforme, délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 20 novembre 2012.

Pour la société
SISU Group S.A.

Référence de publication: 2012152024/15.

(120200172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

Vinolux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4751 Pétange, 165A, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 87.365.

Extrait du procès verbal de l'assemblée générale de la société Vinolux S.A. tenue au siège de la société en date du 21 mai 2012

Tous les actionnaires étant présents.

Les administrateurs décident:

- de prendre acte de la démission du Commissaire aux Comptes CONCORD INTERNATIONAL MARKETING SARL.
- de nommer comme Commissaire aux Comptes la société MATHILUX SARL, dont le siège social se situe au 8, rue Théodore de Wacquant à L - 3899 FOETZ, immatriculée au RCSL sous le numéro B 125120. Son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale de 2016.

La décision a été prise à l'unanimité.

Après cela, l'assemblée générale est déclarée comme terminée.

VINOLUX S.A.
Benoît BEAUVOIS
Administrateur Délégué

Référence de publication: 2012152071/19.

(120200234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2012.

Britafin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 32.162.

L'an deux mille douze, le vingt-six novembre,

Pardevant Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "BRITAFIN S.A." (ci-après la «Société»), ayant son siège social à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 32.162, constituée suivant acte notarié en date du 20 novembre 1989, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 128 du 19 avril 1990.

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte notarié en date du 29 juin 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2076 du 22 août 2012.

L'assemblée est ouverte à 11.45 heures sous la présidence de Madame Marie Kaiser, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Martine Zellinger, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Noëlle Piccione, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes intérimaires de la Société à la date du transfert du siège social de la société en Italie;
2. Transfert du siège social de la Société du Luxembourg vers Noventa Vicentina (VI), en Italie et, par conséquent, changement de nationalité de la Société avec effet à partir de la confirmation de la part de la société qu'elle cesse d'être une entité de droit luxembourgeois sous réserve des dispositions du droit italien applicables;
3. Fixation du siège social en Italie, Via A. Beggiato 2/2C, I-36025 Noventa Vicentina (VI);
4. Détermination de la forme sociale et, par conséquent, de la raison sociale de la Société en vertu des lois italiennes et refonte subséquente des statuts de la société conformément aux prescriptions de la loi italienne (les «Nouveaux Statuts»);
5. Acceptation de la démission de Monsieur Alain RENARD, Monsieur Jean-Robert BARTOLINI et Monsieur Pierre MESTDAGH en tant qu'administrateurs de la société et de la société MAZARS Luxembourg en tant que réviseur d'entreprise agréé de la Société dûment nommés en vertu de la loi luxembourgeoise et décharge aux actuels administrateurs et réviseur pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date de leur démission;
6. Nomination de Monsieur Giovanni BETTANIN, Monsieur Antonio BETTANIN et Madame Michela LORIGIOLA en tant que nouveaux administrateurs de la société dès lors qu'elle sera soumise au droit italien;
7. Nomination de Monsieur Michele QUARTO en tant que Président du Collège syndical, Monsieur Silvio GENITO et Monsieur Giulio PILAN en tant que membres du Collège Syndical et à titre de suppléants, Monsieur Matteo CONSOLARO et Madame Sonia BURINATO;
8. Pouvoir pour la réalisation des formalités;
9. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, le mandataire des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, le mandataire des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale prend ensuite à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'assemblée générale arrête et approuve la situation du bilan intérimaire au 26 novembre 2012.

Une copie dudit bilan intérimaire restera annexé au présent acte pour être enregistrée en même temps.

Deuxième résolution:

L'assemblée générale décide de changer la nationalité de la Société de luxembourgeoise en italienne, de transférer le siège social et le principal établissement de la Société de Luxembourg à Noventa Vicentina (VI), Italie et d'établir ce siège à Via A. Beggiato 2/2C, I-36025 Noventa Vicentina (VI) sans dissolution préalable, et d'adopter en conséquence la nationalité italienne, sans que ces transferts de siège et changement de nationalité ne donnent lieu, ni légalement, ni fiscalement, à la constitution d'une nouvelle société, et constate que cette résolution est conforme à la Directive du Conseil de la CEE en date du 17 juillet 1969 et aux dispositions des articles 4 et 50 du DPR du 26 avril 1986, n. 131 en vigueur en Italie.

Cette résolution sera soumise à la condition suspensive de l'inscription de la Société au Registre de commerce de Vicenza en Italie.

L'assemblée générale décide que les comptes sociaux approuvés dans la première résolution sont à considérer comme comptes sociaux de clôture à Luxembourg et en même temps comme comptes d'ouverture à Noventa Vicentina, Italie.

Troisième résolution:

En se référant aux dispositions des articles 2 et 159 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, l'assemblée générale décide que la Société sera transformée en une «Società per Azioni» en conformité avec les lois italiennes sur les sociétés commerciales et que sa dénomination sera alors «BRITAFIN S.p.A.».

Afin de mettre les statuts de la Société en conformité avec les lois italiennes, l'assemblée générale décide de procéder à une refonte complète des statuts pour leur donner désormais la teneur suivante en langue italienne:

«Titolo Primo. Denominazione - Sede - Durata - Scopo - Capitale

Art. 1. Denominazione.

1.1 La società per azioni con denominazione sociale "BRITAFIN S.p.A." è retta dal presente statuto.

Art. 2. Sede e domicilio.

2.1 La società ha la sua sede legale in Noventa Vicentina (VI) all'indirizzo risultante dall'apposita iscrizione eseguita presso il Registro delle Imprese ai sensi dell'art. 111-ter disposizioni di attuazione del codice civile.

2.2 La società, nelle forme richieste, potrà deliberare l'istituzione e la soppressione di sedi secondarie, filiali, rappresentanze ed agenzie sia in Italia che all'Estero.

2.3 Il domicilio legale dei soci, degli amministratori, dei sindaci e del revisore, per quanto concerne i loro rapporti con la società, è quello risultante dai libri sociali.

Art. 3. Durata.

3.1 La durata della società è fissata a tutto il 31 dicembre 2050; può essere prorogata una o più volte per deliberazione dell'assemblea dei soci.

Art. 4. Oggetto.

4.1 La società ha per oggetto lo svolgimento dell'attività di assunzione di partecipazioni a scopo di stabile investimento in società ed enti costituiti o costituendi. La società, nell'ambito della predetta attività, ha altresì ad oggetto, non nei confronti del pubblico, l'esercizio delle attività di:

(i) concessione di finanziamenti nei confronti delle società partecipate e/o comunque appartenenti allo stesso gruppo;

(ii) coordinamento tecnico, amministrativo e finanziario delle società partecipate e/o comunque appartenenti allo stesso gruppo. La società potrà altresì svolgere l'attività di consulenza ed assistenza per la strutturazione di operazioni finanziarie straordinarie (quali a titolo esemplificativo fusioni e compravendite di aziende, rami di azienda, partecipazioni sociali, passaggi generazionali e ristrutturazioni aziendali), ivi incluse attività di programmazione economica e finanziaria, definizione strategia di investimento e reperimento capitali di rischio e di debito per la realizzazione del progetto, fermi restando i divieti di seguito indicati.

E' espressamente escluso dall'attività sociale: il rilascio di garanzie, laddove tale attività non abbia carattere residuale e non sia svolta in via strettamente strumentale al conseguimento dell'oggetto sociale.

E' inoltre espressamente esclusa dall'attività sociale la raccolta del risparmio tra il pubblico, nonché l'esercizio nei confronti del pubblico delle attività di concessione di finanziamenti sotto qualsiasi forma, di prestazione di servizi di pagamento e di intermediazione in cambi e ogni altra attività riservata per legge. E' altresì esclusa, in maniera tassativa, qualsiasi attività che sia riservata agli iscritti in albi professionali.

4.2 La società, per il raggiungimento dell'oggetto sociale, potrà compiere tutte le operazioni commerciali, industriali e immobiliari ed inoltre potrà compiere, in via non prevalente e del tutto accessoria e strumentale e comunque con espressa esclusione di qualsiasi attività svolta nei confronti del pubblico, operazioni finanziarie e mobiliari, concedere fidejussioni, avalli, cauzioni e garanzie, anche a favore di terzi, nonché assumere, solo a scopo di stabile investimento e non di collocamento, sia direttamente che indirettamente, partecipazioni in società italiane ed estere aventi oggetto analogo, affine o connesso al proprio.

Art. 5. Capitale ed azioni.

5.1 Il capitale sociale è pari ad Euro 29.304.893,50 (ventinovemilionitrecentoquattromilaottocentonovantacinque virgola cinquanta) rappresentato da n. 397.804 (trecentonovantasettemilaottocentoquattro) azioni. Possono essere emesse azioni e strumenti finanziari a favore dei prestatori di lavoro, nonché azioni di godimento, con l'osservanza delle norme di cui agli artt. 2349 e 2353 c.c.; a tali ultime azioni non è riconosciuto il diritto di voto.

5.2 Le azioni sono nominative ed indivisibili; nel caso di comproprietà i relativi diritti devono essere esercitati da un rappresentante comune.

5.3 Il capitale sociale può essere aumentato oltre che con conferimenti in denaro, con imputazione a capitale di riserve disponibili e fondi speciali iscritti in bilancio, nonché mediante conferimenti in natura o di crediti col rispetto delle disposizioni di legge vigenti in materia.

5.4 Gli azionisti potranno effettuare versamenti sia in conto capitale che in conto futuro aumento del capitale sociale, nel rispetto delle vigenti disposizioni di legge in materia.

Art. 6. Azioni privilegiate ed aventi diritti diversi da quelli delle azioni ordinarie. La società può emettere azioni privilegiate od azioni aventi diritti diversi da quelli delle azioni ordinarie.

La delibera di emissione delle azioni di cui al secondo comma dell'art. 2351 c.c. dovrà essere assunta, anche in seconda convocazione, con le maggioranze di cui al quinto comma dell'art. 2369 del c.c.

Nel caso di liquidazione della società, alle azioni privilegiate spetterà, con priorità rispetto alle azioni ordinarie, il rimborso di quanto residui del patrimonio sociale.

L'assemblea straordinaria, se necessario con deliberazione assunta anche in seconda convocazione con le maggioranze di cui al quinto comma dell'art. 2369 del c.c., può istituire una particolare categoria di azioni privilegiate che, oltre al privilegio di cui al comma precedente, siano favorite anche nella distribuzione dei dividendi.

L'assemblea che delibera sui dividendi potrà, peraltro, aumentare la remunerazione delle azioni privilegiate, mentre essa potrà essere inferiore a quanto stabilito solo per incapienza dell'utile netto distribuibile. L'assemblea sarà libera di deliberare successivi aumenti con l'emissione di sole azioni ordinarie o di sole azioni privilegiate o misti, senza tenere conto delle percentuali di partecipazione al capitale sociale complessivo delle diverse categorie di azioni, purché nel rispetto dell'art. 2351 c.c.

Ai portatori di azioni privilegiate spetterà, peraltro, il diritto di opzione sui successivi aumenti determinati in azioni ordinarie in proporzione alla loro quota di partecipazione al capitale sociale complessivo. Correlativamente, ai portatori di azioni ordinarie spetterà il diritto di opzione sui successivi aumenti determinati in azioni privilegiate in proporzione alla loro quota di partecipazione al capitale sociale complessivo.

L'assemblea può deliberare la riduzione del capitale sociale, fatto salvo il disposto degli articoli 2327, 2413 e 2445 del c.c.

Art. 7. Strumenti finanziari.

7.1 La società, con delibera da assumersi da parte dell'assemblea straordinaria con le maggioranze di cui all'art. 18 del presente statuto, può emettere strumenti finanziari forniti di diritti patrimoniali o di diritti amministrativi escluso il diritto di voto nell'assemblea generale degli azionisti, determinandone modalità e condizione di emissione, nonché diritti e modalità di circolazione.

7.2 I titolari degli strumenti finanziari possono nominare un componente indipendente del consiglio di amministrazione o del consiglio di sorveglianza e/o un componente del collegio sindacale, qualora il complessivo valore nominale degli stessi superi il 50% del valore nominale del capitale sociale.

Art. 8. Obbligazioni.

8.1 La società può emettere prestiti obbligazionari convertibili e non convertibili.

8.2 L'organo amministrativo è competente a deliberare, con le modalità di cui all'art. 2436 c.c., l'emissione di un prestito obbligazionario non convertibile, nel rispetto delle norme di legge. La competenza principale spetta comunque all'assemblea straordinaria, che mantiene il potere di deliberare in materia. In caso di contrasto tra le delibere dell'assemblea e quelle dell'organo amministrativo, prevalgono le prime.

8.3 I titolari di obbligazioni debbono scegliere un rappresentante comune. All'assemblea degli obbligazionisti si applicano, in quanto compatibili, le norme dell'art. 26 del presente statuto.

Art. 9. Patrimoni destinati.

9.1 La società può costituire patrimoni destinati ad uno specifico affare ai sensi dell'art. 2447-bis c.c. e seguenti.

9.2 La deliberazione costitutiva è adottata dal consiglio di amministrazione ai sensi dell'art. 34 del presente statuto, ovvero dall'assemblea straordinaria. In caso di contrasto tra le delibere dell'assemblea e quelle dell'organo amministrativo, prevalgono le prime.

Art. 10. Finanziamenti.

10.1 La società potrà acquisire dai soci finanziamenti a titolo oneroso o gratuito, con o senza obbligo di rimborso, nel rispetto delle normative vigenti, con particolare riferimento a quelle che regolano la raccolta del risparmio tra il pubblico.

Art. 11. Trasferimento delle azioni.

11.1 In caso di trasferimento per atto tra vivi da parte del socio di tutte o di parte delle proprie azioni, gli altri soci hanno il diritto di prelazione nell'acquisto, salvo che gli stessi abbiano già dato il loro consenso scritto alla cessione.

11.2 A tal fine si stabilisce quanto segue:

11.2.1 Il socio che intende cedere tutte o parte delle proprie azioni a terzi (anche se già soci), a titolo gratuito od oneroso (ivi compresi, in via esemplificativa, la compravendita, la donazione, la permuta, il conferimento in società, la costituzione di rendita, la cessione "in blocco", "forzata" o "coattiva", il trasferimento che intervenga nell'ambito di cessione o conferimento di azienda, fusione e scissione, il trasferimento o la costituzione di diritti reali limitati), deve informare l'organo amministrativo, con plico raccomandato con avviso di ricevimento indicando la quantità delle azioni che intende cedere, il valore attribuito o il prezzo richiesto (a seconda che il trasferimento sia a titolo gratuito o oneroso), le modalità di pagamento, il nome e le generalità del cessionario.

11.2.2 L'organo amministrativo, entro trenta giorni dal ricevimento della raccomandata, comunicherà l'offerta ai soci che dovranno esercitare il diritto di prelazione con le seguenti modalità:

a) i soci che intendono esercitare il diritto di prelazione devono far pervenire all'organo amministrativo, a mezzo plico raccomandato con avviso di ricevimento da inviare entro e non oltre trenta giorni dal ricevimento della comunicazione di cui sopra, la dichiarazione dell'esercizio della prelazione e debbono mettere a disposizione presso l'organo amministrativo della società le somme dovute oppure una fideiussione bancaria a prima richiesta che garantisca l'adempimento - secondo le modalità dell'offerta - del socio che intende esercitare la prelazione;

b) le azioni dovranno essere trasferite entro trenta giorni dalla data in cui l'organo amministrativo avrà comunicato al socio offerente, a mezzo raccomandata da inviarsi entro quindici giorni dalla scadenza del termine sub a), l'accettazione dell'offerta con l'indicazione dei soci accettanti, la ripartizione tra gli stessi delle azioni offerte, la data fissata per il trasferimento ed il nominativo del notaio o intermediario a tal fine designato dagli acquirenti.

11.2.3 Il diritto di prelazione deve essere esercitato da ciascun socio per la totalità delle azioni offerte sicché, ove più di un socio intenda esercitare il diritto, le azioni stesse saranno ripartite tra i richiedenti in proporzione alle azioni da essi già possedute.

11.2.4 Qualora nella comunicazione di cui al punto 11.2.1 sia indicato come acquirente un soggetto già socio, anche ad esso è riconosciuto il diritto di esercitare la prelazione in concorso con gli altri soci.

11.3 Qualora il prezzo richiesto (o il valore attribuito) sia ritenuto eccessivo da uno qualsiasi dei soci che abbia manifestato nei termini e nelle forme di cui sopra la volontà di esercitare la prelazione, il prezzo della cessione sarà determinato dalle parti, entro i successivi sessanta giorni, in comune accordo fra di loro.

Qualora non fosse raggiunto alcun accordo, decorsi i sessanta giorni di cui sopra, le parti provvederanno, entro i successivi otto giorni, alla nomina di un unico arbitratore che stabilirà il prezzo di cessione con criteri equi ed obiettivi, come di seguito precisato.

In caso di mancato accordo sulla nomina dell'unico arbitratore, esso sarà nominato dal Presidente del Tribunale della città ove ha sede la società su richiesta della parte più diligente. All'arbitratore sarà concesso un termine non superiore a centoventi giorni per la determinazione del prezzo e la consegna alle parti delle proprie valutazioni.

11.3.1 Qualora il prezzo stabilito dall'arbitratore risultasse non inferiore al prezzo offerto dal potenziale acquirente, il trasferimento a favore dei soci aventi diritto di prelazione avverrà comunque al prezzo offerto dal potenziale acquirente.

11.3.2 Qualora il prezzo stabilito dall'arbitratore risultasse inferiore di non oltre il 15% al prezzo offerto dal potenziale acquirente, il trasferimento a favore dei soci aventi diritto di prelazione e richiedenti la verifica del prezzo avverrà al prezzo determinato dall'arbitratore.

11.3.3 Qualora il prezzo stabilito dall'arbitratore risultasse inferiore di oltre il 15% al prezzo offerto dal potenziale acquirente, il socio offerente potrà recedere dal suo proposito. Tale recesso dovrà essere comunicato all'organo amministrativo ed ai soci che hanno esercitato la prelazione con raccomandata con ricevuta di ritorno da spedirsi entro e non oltre quindici giorni dalla comunicazione ufficiale del valore attribuito dall'arbitratore.

11.3.4 Il costo dell'arbitratore sarà a carico dei soci richiedenti la revisione del prezzo, mentre sarà ripartito a metà con il socio offerente qualora la determinazione del valore del corrispettivo, per la quota a favore dei soci aventi diritto di prelazione e richiedenti la verifica del prezzo, effettuata dall'arbitratore sia oltre il 15% inferiore al corrispettivo indicato dal socio offerente e questi dovesse recedere dal suo proposito.

11.3.5 Le azioni offerte dovranno essere trasferite, presso il notaio o intermediario a tal fine designato dagli acquirenti, entro trenta giorni dalla data in cui le parti avranno determinato di comune accordo il prezzo della cessione nell'ipotesi di cui al precedente punto 11.3 primo periodo, ovvero dalla data in cui l'arbitratore avrà consegnato alle parti le proprie valutazioni nell'ipotesi di cui al precedente punto 11.3 secondo e terzo periodo.

11.4 Qualora la prelazione non venga esercitata dagli altri soci nei termini sopra indicati, il socio sarà libero di trasferire le azioni, secondo le condizioni indicate nella comunicazione di cui al punto 11.2.1, entro i novanta giorni successivi alla scadenza dei termini per l'esercizio del diritto di prelazione in caso di trasferimento a soggetti soci, ovvero entro i novanta giorni successivi alla data di ricevimento della comunicazione (o di scadenza dei termini per il ricevimento della stessa) di cui ai punti 11.11.2 e 11.11.3 relativa al rilascio del gradimento nell'ipotesi di trasferimento a terzi non soci, decorsi i quali, senza che avvenga il trasferimento, sarà nuovamente applicabile la procedura di offerta della prelazione.

11.5 Qualora la prelazione non sia esercitata nei termini sopra indicati per la totalità delle azioni offerte, il socio offerente, ove non intenda accettare l'esercizio della prelazione limitato ad una parte delle azioni stesse, sarà libero di trasferire la totalità delle azioni all'acquirente come specificato nel paragrafo 11.4, ovvero, ove accetti l'esercizio della prelazione per parte delle azioni, potrà entro lo stesso termine trasferire tale numero di azioni al socio che ha esercitato la prelazione alle condizioni offerte.

11.6 Il diritto di prelazione spetta ai soci, secondo le modalità sopra indicate, anche quando si intenda trasferire la nuda proprietà delle azioni o costituirvi l'usufrutto; ovvero in caso di cessione di diritti di opzione in sede di aumento di capitale sociale o di diritti di prelazione di quote inopstate. Il diritto di prelazione non spetta per il caso di costituzione in pegno.

11.7 Nel caso di vendita congiunta di azioni da parte di più soci, la prelazione dovrà considerarsi efficacemente esercitata solo se avrà ad oggetto tutte le azioni poste in vendita.

11.8 Il diritto di prelazione compete ai soci anche nel caso in cui venga ceduta la partecipazione di controllo o di collegamento in una società socia della presente società. In tale ipotesi l'organo amministrativo della società socia dovrà offrire agli altri soci l'acquisto della sua partecipazione alla presente società, entro la fine dell'esercizio sociale nel corso del quale è stata ceduta la partecipazione di controllo o di collegamento, al prezzo concordato dalle parti oppure fissato dall'arbitratore che verrà designato ed opererà secondo i criteri indicati al precedente punto 3 del presente articolo.

11.9 E' escluso il diritto di prelazione nei trasferimenti che avvengano a favore del coniuge, dei parenti dell'alienante entro il terzo grado e dei suoi affini entro il secondo grado, nonché della società direttamente o indirettamente controllante la società socia oppure della società da questa direttamente o indirettamente controllata (per la nozione di controllo si fa riferimento all'art. 2359, n. 1) c.c.). E' pure escluso il diritto di prelazione nel caso di trasferimenti tra fiduciante e fiduciario e viceversa, ove la società fiduciaria esibisca la scritturazione del proprio registro delle intestazioni fiduciarie dalla quale risulti il mandato fiduciario e accetti espressamente l'osservanza delle norme statutarie in tema di diritto di prelazione; è invece soggetta a prelazione la sostituzione del fiduciante anche se effettuata senza sostituzione del fiduciario.

11.10 In caso di morte di un socio, i soci superstiti possono, con decisione unanime da comunicarsi (a mezzo di raccomandata con a.r.) agli eredi del socio defunto entro centoventi giorni dal decesso, stabilire che la quota di capitale rappresentata dalle azioni del defunto e pervenute agli eredi per successione sia acquistata proporzionalmente dai soci superstiti, i quali, in tal caso, devono liquidare agli eredi del socio defunto il valore delle azioni già spettanti al defunto stesso, rilevato nel giorno della morte, secondo una situazione patrimoniale da erigersi a cura e spese della società, in contraddittorio con un rappresentante comune degli eredi, da questi nominato all'unanimità.

11.10.1 Il nominativo del rappresentante comune viene comunicato alla società a cura degli eredi entro 10 (dieci) giorni dal ricevimento da parte degli eredi stessi della lettera raccomandata con la quale la società deve dare loro notizia della data della prima riunione convocata per l'erezione della suddetta situazione patrimoniale. In mancanza della nomina di detto rappresentante comune o della relativa comunicazione con le descritte modalità o comunque in ogni caso in cui la nomina non avvenga con le modalità indicate o non sia comunque possibile, la società può procedere unilateralmente alla erezione della situazione patrimoniale.

11.10.2 Il valore delle azioni di cui al punto 11.10 è determinato nella misura prevista dall'art. 2437-ter c.c., e dovrà essere liquidato entro e non oltre centoottanta giorni dall'invio agli eredi del socio defunto della comunicazione di cui al punto 11.10.

11.11 Qualora nessun socio eserciti il diritto di prelazione di cui al presente articolo, in caso di trasferimento per atto tra vivi delle azioni o di costituzione di diritti reali sulle stesse, ovvero in caso di cessione di diritti di opzione in sede di aumento di capitale sociale o di diritti di prelazione di azioni inopstate, è richiesto il gradimento dell'assemblea ordinaria da esprimersi con le maggioranze previste dal successivo art. 17. Non sono sottoposti a giudizio di gradimento i trasferimenti o le costituzioni di diritti nei casi di cui al precedente punto 11.9 o nell'ipotesi in cui siano a favore di soci.

11.11.1 Pertanto il socio che intenda alienare le proprie azioni, qualora non sia stata esercitata prelazione, ovvero diritti di opzione in sede di aumento di capitale sociale o di diritti di prelazione di azioni inopstate, dovrà comunicare con lettera raccomandata inviata alla società la proposta di alienazione contenente l'indicazione della persona del cessionario e la descrizione delle azioni (o dei diritti di opzione o di prelazione di azioni rimaste inopstate) da alienare. Il socio che intenda inoltre costituire sulle proprie azioni diritti reali, o che, in caso di costituzione del diritto di pegno, intenda attribuire al creditore pignoratizio il diritto di voto, dovrà comunicare con lettera raccomandata inviata alla società la proposta di costituzione contenente l'indicazione delle clausole, del beneficiario, della descrizione delle azioni su cui iscrivere il diritto.

L'organo amministrativo dovrà senza indugio attivarsi ai fini dell'assunzione della decisione relativa al gradimento da parte dell'assemblea dei soci.

11.11.2 L'assemblea ordinaria delibera secondo le modalità e con le maggioranze richieste dal presente statuto, applicando in particolare quanto previsto dall'art. 19.3 in riferimento al conflitto di interessi in cui verrà a trovarsi il socio alienante. Il gradimento dovrà intervenire senza indugio e dovrà essere comunicato dall'organo amministrativo al socio offerente.

11.11.3 Qualora entro il termine di sessanta giorni dal ricevimento della richiesta di gradimento al socio richiedente non pervenga alcuna comunicazione, il gradimento si intenderà concesso e il socio potrà trasferire le azioni (od i diritti di opzione o di prelazione di azioni rimaste inopstate) ovvero costituire diritti reali sulle stesse.

11.11.4 Qualora il gradimento venga negato, la società (nei limiti consentiti dall'art. 2357 c.c.) o gli altri soci, in proporzione alle azioni da ciascuno di essi possedute, dovrà o dovranno acquistare le azioni (od i diritti di opzione o di prelazione di azioni rimaste inoptate) al corrispettivo determinato secondo le modalità e nella misura previste dall'art. 2437-ter c.c.. Potranno trovare applicazione gli ultimi due commi dell'art. 2437-quater c.c., relativi a riduzione del capitale sociale e scioglimento della società.

A tal fine, l'organo amministrativo, nella medesima lettera con la quale viene comunicato il parere negativo al trasferimento a favore della persona indicata, comunicherà al socio alienante la volontà di acquistare le azioni (od i diritti di opzione o di prelazione di azioni rimaste inoptate) da parte della società o degli altri soci.

Il trasferimento dovrà essere perfezionato entro il termine di trenta giorni dall'invio della suddetta lettera, con contestuale versamento del corrispettivo salvo diversi accordi delle parti.

Nell'ipotesi di applicazione degli ultimi due commi dell'art. 2437-quater c.c., la riduzione del capitale sociale o lo scioglimento dovranno essere deliberati entro il termine di sessanta giorni dall'invio della suddetta lettera, oltre il quale il socio alienante sarà libero di trasferire le azioni.

L'azionista alienante è comunque libero di rifiutare l'offerta e conservare la titolarità delle proprie azioni.

11.12 Il trasferimento (o la costituzione di diritti) che intervenga in violazione di quanto previsto al presente articolo si considera inefficace nei confronti della società e dei soci cosicché la società non può iscrivere l'avente causa nel libro dei soci e questi non può esercitare alcun diritto connesso alla titolarità dei diritti e delle partecipazioni acquisiti in violazione e, in particolare, il diritto agli utili e il diritto di voto.

11.13 Il trasferimento delle azioni può avvenire anche senza previa offerta in prelazione e senza espressione del gradimento e conseguenti adempimenti qualora sia espresso consenso scritto al trasferimento da parte di tutti i soci.

Art. 12. Recesso.

12.1 Hanno diritto di recedere i soci che non hanno concorso all'approvazione delle delibere elencate all'articolo 2437 c.c. o in altri casi previsti dalla legge o dal presente statuto.

12.2 Per i termini, le modalità di esecuzione del recesso e per i criteri di determinazione del valore delle azioni si applicano le disposizioni di legge.

Art. 13. Unico Socio.

13.1 Quando le azioni risultano appartenere ad una sola persona o muta la persona dell'unico socio, gli amministratori adottano le disposizioni previste dall'art. 2362 c.c.

Art. 14. SOggezione ad attività' di direzione e coordinamento.

14.1 La società deve indicare l'eventuale propria soggezione ad attività di direzione e coordinamento negli atti e nella corrispondenza nonché mediante iscrizione, a cura degli amministratori, presso la sezione del registro delle imprese di cui all'art. 2497-bis, comma 2 c.c.

Titolo Secondo. Assemblea - Amministrazione

Art. 15. Competenze dell'assemblea.

15.1 Le assemblee ordinarie e straordinarie si riuniscono presso la sede sociale od in altra località indicata nell'avviso di convocazione purché in Italia o in altro stato membro della Comunità Europea.

15.2 L'assemblea regolarmente costituita rappresenta l'universalità dei soci e le sue deliberazioni, prese in conformità della legge e del presente statuto, obbligano tutti i Soci ancorché non intervenuti o dissenzienti, il diritto di recesso non è ammesso se non nei casi previsti dalla legge e dal presente statuto.

15.3 L'assemblea ordinaria delibera sulle materie ad essa riservate dalla legge e dal presente statuto. In particolare, l'assemblea ordinaria:

- a) approva il bilancio;
- b) nomina e revoca gli amministratori, determinandone la durata della carica, nomina i sindaci ed il presidente del collegio sindacale e, quando previsto, il soggetto al quale è demandato la revisione legale dei conti;
- c) determina il compenso degli amministratori e dei sindaci, se non è stabilito dallo statuto. Ha altresì facoltà di determinare un importo complessivo per la remunerazione di tutti gli amministratori, inclusi quelli investiti di particolari cariche;
- d) delibera sulla responsabilità degli amministratori e dei sindaci.
- e) approva l'eventuale regolamento dei lavori assembleari.

15.4 Sono di competenza dell'assemblea straordinaria:

- a) le modifiche dello statuto, salvo quanto previsto dall'art. 28.3 del presente statuto;
- b) la nomina, la sostituzione e la determinazione dei poteri dei liquidatori;
- c) l'emissione degli strumenti finanziari di cui all'art. 7 del presente statuto;
- d) l'emissione di prestiti obbligazionari convertibili e non convertibili di cui all'art. 8 del presente statuto;
- e) la costituzione di patrimoni destinati di cui all'art. 9 del presente statuto;

f) le altre materie ad essa attribuite dalla legge o dal presente statuto.

Art. 16. Convocazione dell'assemblea.

16.1 L'assemblea è convocata dal consiglio di amministrazione entro i termini e con le modalità stabilite dalla legge vigente e dal presente statuto.

16.2 L'assemblea deve essere convocata dall'organo amministrativo almeno una volta l'anno, entro il termine previsto dal primo periodo del secondo comma dell'art. 2364 c.c., oppure entro il termine più lungo di cui al secondo periodo del secondo comma dell'art. 2364 c.c. qualora la società sia tenuta alla redazione del bilancio consolidato ovvero qualora lo richiedano particolari esigenze relative alla struttura ed all'oggetto della società.

16.3 L'avviso di convocazione deve indicare:

- a) il luogo in cui si svolge l'assemblea nonché eventualmente i luoghi ad esso collegati in via telematica;
- b) la data e l'ora di convocazione dell'assemblea;
- c) le materie all'ordine del giorno;
- d) se sia ammesso il voto per corrispondenza e le modalità di comunicazione del contenuto delle delibere ai sensi dell'art. 25.2 del presente statuto;
- e) se è ammessa la partecipazione all'assemblea mediante mezzi di audiovideo conferenza;
- f) le altre menzioni eventualmente richieste dalla legge.

16.4 L'assemblea viene convocata con il rispetto di almeno una delle seguenti formalità:

- a) convocazione mediante avviso da pubblicarsi sulla Gazzetta Ufficiale della Repubblica almeno quindici giorni prima di quello fissato per l'assemblea;
- b) convocazione mediante avviso da pubblicarsi sul quotidiano "Il Gazzettino Quotidiano del Nord Est" almeno quindici giorni prima di quello fissato per l'assemblea;
- c) comunicazione mediante raccomandata con avviso di ricevimento da inviarsi a ciascun socio, amministratore e sindaco all'indirizzo risultante dai libri sociali. Suddetta comunicazione è da effettuarsi nei tempi idonei a garantire che la ricezione dell'avviso, da parte del socio, avvenga almeno otto giorni prima dell'assemblea, il tutto ai sensi e per gli effetti di cui al terzo comma dell'art. 2366 c.c.;
- d) comunicazione mediante lettera consegnata a mano a ciascun socio, amministratore e sindaco all'indirizzo risultante dai libri sociali almeno otto giorni prima dell'assemblea, ricevendo dagli stessi copia datata e sottoscritta a conferma dell'avvenuta ricezione, il tutto ai sensi e per gli effetti di cui al terzo comma dell'art. 2366 c.c.;
- e) mediante comunicazione inviata a mezzo fax o posta elettronica a ciascun socio, amministratore e sindaco all'indirizzo risultante dai libri sociali, con l'onere da parte del socio, amministratore e sindaco di darne conferma di ricezione con medesimo mezzo almeno otto giorni prima dell'assemblea; il tutto ai sensi e per gli effetti di cui al terzo comma dell'art. 2366 c.c.

16.5 Nell'avviso di convocazione potrà essere prevista una data di seconda e di ulteriore convocazione per il caso in cui all'adunanza precedente l'assemblea non risulti legalmente costituita. Le assemblee in seconda o ulteriore convocazione devono svolgersi entro trenta giorni dalla data fissata per la prima convocazione. L'assemblea di ulteriore convocazione non può tenersi il medesimo giorno dell'assemblea di precedente convocazione. L'avviso di convocazione può indicare al massimo una data ulteriore per un'assemblea successiva alla seconda.

16.6 Se l'avviso di convocazione dell'assemblea non prevede la seconda convocazione, l'assemblea deve essere riconvocata entro trenta giorni dalla data della prima ed il termine stabilito al punto 16.4 lett. a) e b) è ridotto ad otto giorni.

16.7 L'assemblea è totalitaria se rispetta le condizioni previste dalla legge vigente.

Art. 17. Assemblea ordinaria determinazione dei quorum.

17.1 La constatazione della legale costituzione dell'assemblea è fatta dal Presidente della stessa.

17.2 L'assemblea ordinaria in prima convocazione è regolarmente costituita con l'intervento di tanti soci che rappresentino almeno il 50% del capitale sociale.

17.3 L'assemblea ordinaria in seconda o ulteriore convocazione è regolarmente costituita qualunque sia la parte di capitale sociale rappresentata.

17.4 L'assemblea ordinaria in prima, seconda e ogni ulteriore convocazione delibera con il voto favorevole della maggioranza assoluta dei presenti.

Art. 18. Assemblea straordinaria determinazione dei quorum.

18.1 La constatazione della legale costituzione dell'assemblea è fatta dal Presidente della stessa.

18.2 L'assemblea straordinaria in prima convocazione è regolarmente costituita e delibera con il voto favorevole di più del 50% del capitale sociale.

18.3 In seconda o ulteriore convocazione l'assemblea straordinaria è regolarmente costituita con l'intervento di tanti soci che rappresentino oltre un terzo del capitale sociale e delibera con il voto favorevole di almeno i due terzi del capitale rappresentato in assemblea, ad eccezione per quelle deliberazioni per cui la legge riserva maggioranze più elevate, per le quali rimangono fermi i quorum previsti dalla legge.

Art. 19. Norme per il computo dei quorum.

19.1 Nel computo del quorum costitutivo non si considera il capitale sociale rappresentato da azioni prive di diritto di voto.

19.2 Le azioni proprie e le azioni possedute da società controllate sono computate ai fini del calcolo del quorum costitutivo e del quorum deliberativo, ma non possono esercitare il diritto di voto.

19.3 Le altre azioni per le quali non può essere esercitato il diritto di voto sono computate ai fini della regolare costituzione dell'assemblea; le medesime azioni (salvo diversa disposizione di legge) e quelle per le quali il diritto di voto non è esercitato a seguito della dichiarazione del socio di astenersi per conflitto di interessi non sono computate ai fini del calcolo delle maggioranze necessarie all'approvazione della delibera.

19.4 La mancanza del quorum costitutivo rende impossibile lo svolgimento dell'assemblea; in tal caso la stessa potrà tenersi in seconda o ulteriore convocazione.

Art. 20. Rinvio dell'assemblea.

20.1 I soci intervenuti che riuniscono un terzo del capitale sociale rappresentato in assemblea hanno il diritto di ottenere il rinvio dell'assemblea a non oltre cinque giorni, qualora dichiarino di non essere sufficientemente informati sugli argomenti all'ordine del giorno. Questo diritto non può esercitarsi che una sola volta per lo stesso oggetto.

Art. 21. Legittimazione a partecipare alle assemblee ed a votare.

21.1 I soci devono esibire i propri titoli (o certificati) al fine di dimostrare la legittimazione a partecipare ed a votare in assemblea.

21.2 Hanno diritto di voto con qualsiasi metodo venga espresso, gli azionisti muniti del diritto di voto in misura:

a) non superiore al valore della propria partecipazione e all'ammontare dei titoli legittimativi da essi esibiti ai sensi del comma precedente;

b) non inferiore ai limiti di cui alla lettera precedente, salvo quanto stabilito dall'ultimo punto del presente articolo.

21.3 Ai sensi dell'art. 2370 comma 3 c.c., gli amministratori in seguito alla consegna dei titoli sono tenuti ad iscrivere nei libri sociali coloro che non risultino essere in essi iscritti.

21.4 I soci che non possono esercitare il diritto di voto hanno comunque il diritto di essere convocati e partecipare all'assemblea.

Art. 22. Rappresentanza del socio in assemblea: le deleghe.

22.1 Fermi i divieti di cui all'art. 2372 C.C., soci possono partecipare alle assemblee anche mediante delegati. Essi devono dimostrare la propria legittimazione mediante documento scritto. La società acquisisce la delega agli atti sociali.

22.2 La delega può essere rilasciata anche per più assemblee; non può essere rilasciata con il nome del delegato in bianco ed è sempre revocabile, nonostante ogni patto contrario. Il rappresentante può farsi sostituire solo da chi sia espressamente indicato nella delega.

22.3 Se il socio ha conferito la delega ad un ente giuridico, il legale rappresentante di questo rappresenta il socio in assemblea. In alternativa l'ente giuridico può delegare un suo dipendente o collaboratore, anche se ciò non sia espressamente previsto dalla delega.

22.4 La stessa persona non può rappresentare più di venti soci.

22.5 Le deleghe non possono essere rilasciate a dipendenti, membri degli organi di controllo o amministrativo della società.

22.6 Le deleghe non possono essere rilasciate a dipendenti, membri degli organi di controllo o amministrativo delle società controllate, né a queste ultime.

Art. 23. Presidente e segretario dell'assemblea. Verbalizzazione.

23.1 L'assemblea è presieduta dal presidente del consiglio di amministrazione o, in mancanza, da una persona designata eletta con il voto della maggioranza dei presenti.

23.2 L'assemblea nomina un segretario anche non socio ed occorrendo uno o più scrutatori anche non soci. Non occorre l'assistenza del segretario nel caso in cui il verbale sia redatto da un notaio.

23.3 Spetta al presidente dell'assemblea constatare la regolare costituzione della stessa, accertare l'identità e la legittimazione dei presenti, regolare lo svolgimento dell'assemblea ed accertare e proclamare i risultati delle votazioni.

23.4 Per quanto concerne la disciplina dei lavori assembleari, l'ordine degli interventi, le modalità di trattazione dell'ordine del giorno, il presidente ha il potere di proporre le procedure che possono però essere modificate con voto della maggioranza assoluta degli aventi diritto al voto.

23.5 Per la verbalizzazione delle deliberazioni dell'assemblea si applica l'articolo 2375 c.c.

Art. 24. Procedimento assembleare: Svolgimento dei lavori.

24.1 L'assemblea deve svolgersi con modalità tali che tutti coloro che hanno il diritto di parteciparvi possano rendersi conto in tempo reale degli eventi, formare liberamente il proprio convincimento ed esprimere liberamente e tempesti-

vamente il proprio voto. Le modalità di svolgimento dell'assemblea non possono contrastare con le esigenze di una corretta e completa verbalizzazione dei lavori.

24.2 Se previsto nell'avviso di convocazione, l'assemblea potrà svolgersi anche in più luoghi, contigui o distanti, audio/video collegati, a condizione che siano rispettati il metodo collegiale e i principi di buona fede e di parità di trattamento dei soci; in particolare, è necessario che:

(a) siano presenti nello stesso luogo il presidente dell'assemblea e il soggetto verbalizzante, i quali provvederanno alla formazione e alla sottoscrizione del verbale, dovendosi ritenere svolta l'adunanza in detto luogo;

(b) sia consentito al presidente dell'assemblea, anche a mezzo del proprio ufficio di presidenza, di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;

(c) sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;

(d) sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione e alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere e trasmettere documenti.

24.3 In applicazione dei principi di cui al punto 1 del presente articolo, nel caso in cui sia ammesso il voto per corrispondenza, il testo della delibera da adottare deve essere preventivamente comunicato ai soci che votano per corrispondenza, in modo da consentire loro di prenderne visione tempestivamente prima di esprimere il proprio voto.

Art. 25. Modalità di voto.

25.1 Il voto segreto non è ammesso. Il voto non riconducibile ad un socio è un voto non espresso.

25.2 Il voto per corrispondenza è disciplinato come segue:

a) possono votare per corrispondenza i soci che ne abbiano fatto richiesta scritta da conservarsi agli atti sociali e da annotare sul libro soci;

b) l'organo sociale o il tribunale che convocano l'assemblea debbono precisare nella convocazione se il voto per corrispondenza è ammesso, l'indirizzo cui trasmettere la scheda di voto ed il termine entro cui la stessa deve pervenire. In nessun caso è ammesso il voto per corrispondenza per la delibera sulla azione di responsabilità nei confronti degli amministratori;

c) in caso di voto per corrispondenza sono considerati presenti tutti i soci che abbiano adempiuto alle formalità di cui all'art. 21 del presente statuto e abbiano inviato nei termini la propria scheda di voto;

d) il testo della delibera da approvare o delle diverse proposte di delibera su cui votare deve essere riportato integralmente sulla scheda di voto;

e) se le schede di voto non sono allegate alla comunicazione della convocazione della assemblea, la convocazione deve indicare con quali modalità i soci possano richiedere ed ottenere le schede per l'esercizio del voto per corrispondenza, nei termini necessari per un informato esercizio del diritto di voto;

f) il conto delle schede di voto per corrispondenza avviene:

- al momento della costituzione dell'assemblea al fine di verificare che sussista il quorum costitutivo;

- al momento della espressione del voto da parte dei soci, al fine di verificare che sussista il quorum deliberativo;

g) per il caso di modifica o integrazione delle proposte sottoposte all'assemblea, il titolare del diritto che ha espresso il voto può preventivamente manifestare la propria volontà, scegliendo fra l'astensione, il voto contrario e l'adesione alle proposte di voto espresse dal consiglio di amministrazione o da altro azionista;

h) le schede dei voti espressi per corrispondenza vanno conservate agli atti sociali;

i) nel caso di voto espresso per corrispondenza occorre predisporre un adeguato sistema di comunicazione delle delibere assunte dall'assemblea, al fine di agevolare i soci astenuti o dissenzienti nell'esercizio dei propri diritti.

Art. 26. Assemblee speciali.

26.1 Se esistono più categorie di azioni o strumenti finanziari muniti del diritto di voto, ciascun titolare ha diritto di partecipare nella assemblea speciale di appartenenza.

26.2 Le disposizioni dettate dal presente statuto in materia di assemblea e di soci, con riferimento al procedimento assembleare, si applicano anche alle assemblee speciali e alle assemblee degli obbligazionisti e dei titolari di strumenti finanziari muniti del diritto di voto.

26.3 L'assemblea speciale:

a) nomina e revoca il rappresentante comune ed il proprio presidente, che può avere anche la funzione di rappresentante comune nei confronti della società;

b) approva o rigetta le delibere dell'assemblea generale che modificano i diritti degli azionisti appartenenti a categorie speciali, degli obbligazionisti e dei titolari di strumenti finanziari muniti del diritto di voto;

c) delibera sulla proposta di concordato;

d) delibera sulla creazione di un fondo comune per la tutela degli interessi comuni degli obbligazionisti, degli azionisti appartenenti a categorie speciali e dei titolari di strumenti finanziari muniti di diritti di voto e ne approva il rendiconto;

e) delibera sulle controversie con la società e sulle relative transazioni e rinunce;

f) delibera sulle altre materie di interesse comune.

26.4 La convocazione della assemblea speciale avviene su iniziativa del rappresentante comune, dell'organo amministrativo della società o quando ne facciano richiesta tante persone che siano rappresentative di un ventesimo dei voti esprimibili nell'assemblea stessa.

26.5 La procedura della assemblea speciale è disciplinata dalle norme contenute nel presente statuto con riferimento alla assemblea della società.

26.6 La società, ove sia titolare di azioni o di obbligazioni, non può partecipare alla assemblea speciale.

26.7 Amministratori e sindaci hanno il diritto di partecipare senza voto all'assemblea speciale.

26.8 Le delibere dell'assemblea speciale sono impugnabili ai sensi degli artt. 2377 e 2379 c.c.

26.9 Agli aventi diritto spetta altresì il diritto di agire individualmente, laddove l'assemblea speciale non abbia deliberato in merito.

26.10 Al rappresentante comune, se eletto, si applicano gli artt. 2417 e 2418 c.c.

26.11 La forma e le maggioranze delle assemblee speciali sono quelle delle assemblee straordinarie.

Art. 27. Annullamento delle deliberazioni assembleari.

27.1 L'azione di annullamento delle delibere può essere proposta dai soci che non abbiano votato a favore della delibera assunta, quando possiedono, anche congiuntamente, il cinque per cento del capitale sociale avente il diritto di voto con riferimento alla deliberazione impugnabile.

Art. 28. Competenza e poteri dell'organo amministrativo

28.1 La gestione dell'impresa spetta esclusivamente agli amministratori i quali compiono le operazioni, attinenti sia alla gestione ordinaria che straordinaria della società, necessarie per l'attuazione dell'oggetto sociale, ferma restando la necessità di specifica autorizzazione nei casi richiesti dalla legge o dal presente articolo.

28.2 Gli amministratori debbono richiedere la preventiva approvazione da parte della assemblea ordinaria delle seguenti operazioni:

a) cessione di partecipazioni di cui sia titolare la società.

28.3 Sono inoltre attribuite all'organo amministrativo le seguenti competenze:

a) la delibera di fusione nei casi di cui agli artt. 2505 e 2505-bis c.c.;

b) l'istituzione e soppressione di sedi secondarie;

c) l'indicazione di quali amministratori abbiano la rappresentanza della società;

d) la riduzione del capitale sociale in caso di recesso del socio;

e) l'adeguamento dello statuto sociale a disposizioni normative;

f) il trasferimento della sede sociale in altro comune del territorio nazionale.

L'attribuzione all'organo amministrativo di delibere concernenti gli argomenti elencati nel presente punto non fa venire meno la competenza principale dell'assemblea, che mantiene il potere di deliberare in materia.

In caso di contrasto tra le delibere dell'assemblea e quelle dell'organo amministrativo, prevalgono le prime.

Art. 29. Divieto di concorrenza.

29.1 Gli amministratori sono tenuti all'osservanza del divieto di concorrenza sancito dall'art. 2390 C.C., salva autorizzazione dell'assemblea.

Art. 30. Composizione dell'organo amministrativo.

30.1 La società è amministrata da un consiglio di amministrazione composto da un minimo di 2 (due) ad un massimo di 5 (cinque) membri.

30.2 Gli amministratori potranno essere anche non soci.

Art. 31. Nomina e sostituzione dell'organo amministrativo.

31.1 Spetta all'assemblea ordinaria provvedere alla determinazione del numero dei membri dell'organo amministrativo.

31.2 Gli amministratori durano in carica per il periodo stabilito alla loro nomina e comunque non oltre tre esercizi e sono rieleggibili. Essi scadono alla data dell'assemblea convocata per l'approvazione del bilancio relativo all'ultimo esercizio della loro carica.

31.3 Se nel corso dell'esercizio vengono a mancare uno o più amministratori, gli altri provvedono a sostituirli con deliberazione approvata dal collegio sindacale, purché la maggioranza sia sempre costituita da amministratori nominati dall'assemblea (o dall'atto costitutivo). Gli amministratori così nominati restano in carica fino alla successiva assemblea.

Qualora venga meno la maggioranza degli amministratori nominati dall'assemblea (o nell'atto costitutivo), quelli rimasti in carica devono convocare l'assemblea per la sostituzione degli amministratori mancanti. Gli amministratori così nominati scadono insieme a quelli in carica all'atto della loro nomina. Qualora vengano a cessare tutti gli amministratori, l'assemblea per la nomina dell'intero consiglio deve essere convocata d'urgenza dal collegio sindacale, il quale può compiere nel frattempo gli atti di ordinaria amministrazione.

31.4 Il venire meno della sussistenza dei requisiti di legge costituisce causa di immediata decadenza dell'amministratore.

Art. 32. Presidente del consiglio di amministrazione.

32.1 Il consiglio di amministrazione, nella prima adunanza successiva alla sua nomina, elegge tra i propri membri un presidente, ove non vi abbia provveduto l'assemblea.

32.2 Il presidente del consiglio di amministrazione convoca il consiglio di amministrazione, ne fissa l'ordine del giorno, ne coordina i lavori e provvede affinché adeguate informazioni sulle materie iscritte all'ordine del giorno vengano fornite a tutti i consiglieri. Per la convocazione, la costituzione e il funzionamento del comitato esecutivo, valgono le norme previste per il consiglio di amministrazione. Le deliberazioni sono prese a maggioranza dei voti dei presenti e dei votanti.

32.3 Il consiglio nomina un segretario anche al di fuori dei suoi membri.

Art. 33. Organi Delegati.

33.1 Il consiglio di amministrazione può delegare, nei limiti di cui all'art. 2381 c.c., parte delle proprie attribuzioni ad uno o più dei suoi componenti, determinandone i poteri e la relativa remunerazione.

33.2 Il consiglio può altresì disporre che venga costituito un comitato esecutivo del quale fanno parte di diritto, oltre ai consiglieri nominati a farne parte, anche il presidente, nonché tutti i consiglieri muniti di delega. Il consiglio, con la propria delibera di istituzione del comitato esecutivo, può determinare gli obiettivi e le modalità di esercizio dei poteri delegati.

33.3 Al consiglio spetta comunque il potere di controllo e di avocare a sé le operazioni rientranti nella delega, oltre che il potere di revocare le deleghe.

33.4 Non possono essere attribuite agli organi delegati le competenze di cui all'art. 2381, comma 4 C.C.

33.5 Gli organi delegati sono tenuti a riferire al consiglio di amministrazione ed al collegio sindacale con cadenza almeno semestrale.

33.6 Possono essere altresì nominati direttori generali e procuratori, determinandone i poteri.

Art. 34. Delibere del consiglio di amministrazione.

34.1 Il consiglio si raduna nel luogo indicato nell'avviso di convocazione, nella sede sociale o altrove purché in Italia o nei Paesi dell'Unione Europea, tutte le volte che ciò sia ritenuto necessario dal presidente, dal collegio sindacale o anche da uno solo dei consiglieri di amministrazione.

34.2 Il consiglio è convocato dal presidente o, in sua assenza o impedimento, dal consigliere più anziano di età mediante lettera, fax, telegramma o posta elettronica, inviata ai componenti del consiglio stesso almeno cinque giorni prima dell'adunanza e nei casi di urgenza con fax, telegramma o posta elettronica da spedirsi almeno ventiquattro ore prima.

34.3 E' tuttavia valida la riunione del consiglio di amministrazione anche se non convocato con le modalità di cui sopra quando siano presenti tutti i consiglieri in carica e tutti i sindaci effettivi.

34.4 Il consiglio è validamente costituito con la presenza della maggioranza degli amministratori in carica e delibera:

- con il voto favorevole della maggioranza assoluta dei consiglieri presenti, salvo quanto più avanti previsto;
- con il voto favorevole della maggioranza assoluta dei suoi componenti, qualora si intenda costituire un patrimonio destinato ad uno specifico affare ai sensi dell'art. 9 del presente statuto.

I consiglieri astenuti o che si siano dichiarati in conflitto di interessi non sono computati ai fini del calcolo della maggioranza (quorum deliberativo).

34.5 Il consiglio può riunirsi e validamente deliberare anche mediante mezzi di telecomunicazione, purché sussistano le garanzie di cui all'art. 24.1 e 24.2 del presente statuto. Verificandosi tali presupposti, il consiglio si considera tenuto nel luogo in cui si trova il presidente, luogo in cui deve pure trovarsi il segretario della riunione, onde consentire la stesura e la sottoscrizione del relativo verbale.

34.6 Le riunioni del consiglio sono presiedute dal presidente ovvero dall'amministratore più anziano per età.

34.7 Il voto non può essere dato per rappresentanza.

Art. 35. Rappresentanza sociale.

35.1 La rappresentanza della società spetta al presidente del consiglio di amministrazione. Spetta altresì ai consiglieri muniti di delega del consiglio, nei limiti della delega. Oltre al direttore generale l'organo amministrativo può nominare institori e procuratori per determinati atti o categorie di atti. In ogni caso, quando il soggetto nominato non fa parte del consiglio di amministrazione, l'attribuzione del potere di rappresentanza della società e' regolata dalle norme in tema di procura. La rappresentanza della società in liquidazione spetta al liquidatore o al presidente del collegio dei liquidatori ed agli eventuali altri componenti il collegio di liquidazione con le modalità ed i limiti stabiliti in sede di nomina.

Art. 36. Remunerazione degli amministratori.

36.1 Ai membri del consiglio di amministrazione spettano il rimborso delle spese sostenute per ragione del loro ufficio ed un compenso, che può anche consistere in un diritto alla partecipazione agli utili, determinati dall'assemblea all'atto della nomina.

36.2 L'assemblea dei soci può inoltre assegnare a favore degli amministratori un accantonamento annuale per indennità di fine rapporto, anche mediante stipula di apposita polizza assicurativa.

36.3 La remunerazione degli amministratori investiti della carica di presidente, amministratore o consigliere delegato è stabilita dal consiglio di amministrazione, sentito il parere del collegio sindacale, nel rispetto dei limiti massimi eventualmente determinati dall'assemblea.

Titolo Terzo. Collegio Sindacale - Revisore - Disposizioni generali

Art. 37. Collegio sindacale.

37.1 Il collegio sindacale vigila sull'osservanza della legge e dello statuto, sul rispetto dei principi di corretta amministrazione ed in particolare sull'adeguatezza dell'assetto organizzativo amministrativo e contabile adottato dalla società e sul suo concreto funzionamento ed esercita, altresì, la revisione legale dei conti, salva diversa deliberazione dell'assemblea ordinaria dei soci da adottarsi nel rispetto del termine di durata dell'incarico attribuito ai sindaci e salvo diversamente sia disposto dalla legge.

37.2 L'assemblea elegge il collegio sindacale, costituito da tre sindaci effettivi e due supplenti, ne nomina il presidente, e ne determina all'atto della nomina il compenso per tutta la durata dell'incarico.

37.3 Per tutta la durata del loro incarico i sindaci debbono possedere i requisiti di cui all'art. 2399 c.c. La perdita di tali requisiti determina la immediata decadenza del sindaco e la sua sostituzione con il sindaco supplente più anziano.

37.4 I sindaci scadono alla data dell'assemblea convocata per l'approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio della carica. La cessazione dei sindaci per scadenza del termine ha effetto dal momento in cui il collegio è stato ricostituito.

37.5 Il collegio sindacale si riunisce almeno ogni novanta giorni su iniziativa di uno qualsiasi dei sindaci. Esso è validamente costituito con la presenza della maggioranza dei sindaci e delibera con il voto favorevole della maggioranza assoluta dei sindaci.

37.6 Le riunioni possono tenersi anche con l'ausilio di mezzi telematici, nel rispetto delle modalità di cui all'art. 24.1 e 24.2 del presente statuto.

Art. 38. Revisione legale dei conti.

38.1 Nei casi di legge o ove sia disposto dall'assemblea ordinaria dei soci a norma del precedente articolo, la revisione legale dei conti spetta ad un revisore legale dei conti o ad una società di revisione (il "Revisore"). Il Revisore deve essere iscritto nel Registro istituito ai sensi del D.Lgs. n. 39 del 27 gennaio 2010, e viene nominato dall'assemblea dei soci. Salvo che la legge disponga diversamente, egli resta in carica per tre esercizi e scade alla data della decisione dei soci di approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio della carica. Il Revisore svolge le funzioni previste dalla legge. Le modalità di nomina, funzionamento e cessazione del Revisore sono disciplinate dalla legge per quanto non derogato dal presente Articolo.

Art. 39. Bilancio e utili.

39.1 Gli esercizi sociali si chiudono il 30 giugno di ogni anno.

39.2 Gli utili netti risultanti dal bilancio, dedotto almeno il 5% (cinque per cento) da destinare a riserva legale fino a che questa non abbia raggiunto il quinto del capitale sociale, verranno ripartiti tra i soci in misura proporzionale alla partecipazione azionaria da ciascuno posseduta, salvo che l'assemblea non deliberi ulteriori accantonamenti a fondi di riserva.

39.3 Alle azioni di nuova emissione i dividendi saranno liquidati solo dopo che esse risulteranno interamente liberate e calcolati in ragione temporale della loro sottoscrizione con il criterio della ripartizione dell'anno in dodicesimi, ove si intenderanno mesi interi quelli formati da frazioni non inferiori a giorni 15 (quindici).

39.4 Il dividendo non ritirato nel termine di cinque anni dal giorno in cui divenne esigibile si prescrive a favore del fondo di riserva.

Art. 40. Scioglimento e liquidazione.

40.1 La società si scioglie per le cause previste dalla legge.

40.2 L'assemblea straordinaria, se del caso convocata dall'organo amministrativo, nominerà uno o più liquidatori determinando:

- a) il numero dei liquidatori ed il compenso;
- b) in caso di pluralità di liquidatori, le regole di funzionamento del collegio, anche mediante rinvio al funzionamento del consiglio di amministrazione, in quanto compatibile;
- c) a chi spetta la rappresentanza della società;
- d) i criteri in base ai quali deve svolgersi la liquidazione;
- e) gli eventuali limiti ai poteri dell'organo liquidativo.

Art. 41. Clausola compromissoria.

41.1 Qualsiasi controversia dovesse insorgere fra i soci (o loro eredi) o con gli organi sociali o la società, che abbia ad oggetto diritti disponibili relativi al rapporto sociale, ad eccezione di quelle nelle quali la legge prevede l'intervento obbligatorio del pubblico ministero, dovrà essere risolta – previo esperimento del tentativo di conciliazione ai sensi del d. lgs. 4 marzo 2010 n. 28, ove obbligatorio – da un collegio arbitrale, composto di tre arbitri, tutti nominati dal Presidente

del Tribunale della città ove ha sede la società, il quale dovrà provvedere alla nomina previa richiesta fatta dalla parte più diligente.

Gli arbitri così nominati designeranno il presidente del collegio arbitrale; in caso di mancato accordo l'arbitro più anziano di età provvederà alla nomina del presidente mediante estrazione a sorte.

La sede del collegio arbitrale sarà presso il domicilio del presidente del collegio arbitrale.

41.2 Il collegio arbitrale dovrà decidere in via rituale secondo diritto.

41.3 Resta fin d'ora stabilito irrevocabilmente che le risoluzioni e determinazioni del collegio arbitrale vincoleranno le parti.

41.4 Il collegio arbitrale determinerà come ripartire le spese dell'arbitrato tra le parti.

Art. 42. Tutti i termini previsti dal presente statuto vanno computati con riferimento al concetto di "giorni liberi", con ciò intendendosi che non si considera, al fine del valido decorso del termine prescritto, né il giorno "iniziale" né quello "finale".

Art. 43. Per tutto quanto non previsto o diversamente regolato dal presente Statuto, valgono le norme di legge in materia."

Quatrième résolution:

L'assemblée générale accepte la démission des administrateurs actuels de la Société Monsieur Alain RENARD, Monsieur Jean-Robert BARTOLINI et Monsieur Pierre MESTDAGH avec effet au jour où la Société sera soumise au droit italien et leur accorde décharge pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

Cinquième résolution:

L'assemblée générale accepte la démission du réviseur d'entreprise agréé de la Société la société MAZARS Luxembourg avec effet au jour où la Société sera soumise au droit italien et lui accorde décharge pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

Sixième résolution:

L'assemblée générale décide de nommer Monsieur Giovanni BETTANIN, Monsieur Antonio BETTANIN et Madame Michela LORIGIOLA en tant que nouveaux administrateurs de la Société, avec effet au jour où la Société sera soumise au droit italien.

Monsieur Giovanni BETTANIN est nommé président du conseil d'administration.

Septième résolution:

L'assemblée générale décide de nommer Monsieur Michele QUARTO, en tant que Président du Collège syndical, Monsieur Silvio GENITO et Monsieur Giulio PILAN en tant que membres du Collège Syndical et à titre de suppléants, Monsieur Matteo CONSOLARO et Madame Sonia BURINATO, avec effet au jour où la Société sera soumise au droit italien.

Il sera attribué une rémunération annuelle brute comprise entre le minimum et le maximum de la rémunération prévu par les tarifs abrogés des Dottori Commercialisti.

Huitième résolution:

L'assemblée générale confère à Monsieur Pierre MESTDAGH et/ou à Madame Noëlle PICCIONE, employés privés, ayant leur adresse professionnelle au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, tous pouvoirs aux fins de:

- i. opérer toutes formalités nécessaires à la radiation de la Société au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg dès réception de la preuve de l'inscription de la Société au Registre de commerce de Vicenza,
- ii. de procéder à la clôture des comptes bancaires de la Société,
- iii. de procéder au transfert des soldes desdits comptes bancaires sur un compte à ouvrir au nom de la Société en Italie,
- iv. de faire tout ce qui est nécessaire afin de mener à bien le transfert de la Société de Luxembourg en Italie, notamment de constater l'exécution de la condition suspensive dont question à la résolution 2 ci-avant.

Neuvième résolution:

L'assemblée générale confère tous pouvoirs à Monsieur Antonio BETTANIN, demeurant à Noventa Vicentina (VI), Via Cesare Battisti 8, Madame Michela LORIGIOLA, demeurant à Noventa Vicentina (VI), via Cesare Battisti 8 et Madame Veronica QUARTO, demeurant à Noventa Vicentina, via Cero 41b, pour représenter chacun individuellement la Société à Noventa Vicentina, Italie, auprès de toutes les instances administratives, fiscales et autres ainsi qu'auprès du Registre de commerce de Vicenza relativement aux formalités et actes à accomplir à la suite du transfert de siège et du changement de nationalité de la Société et notamment de constater l'exécution de la condition suspensive dont question à la résolution 2 ci-avant.

Evaluation des frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge sont évalués à environ huit mille euros (EUR 8.000.-).

Déclaration du notaire

Le notaire instrumentant certifie que sur la base de l'état patrimonial susvisé, le capital social de vingt-neuf millions trois cent quatre mille huit cent quatre-vingt-treize euros cinquante cents (EUR 29.304.893,50.-) est intégralement souscrit et entièrement libéré.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête. Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. KAISER, M. ZELLINGER, N. PICCIONE et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 30 novembre 2012. LAC / 2012 / 56811. Reçu soixante quinze euros € 75,

Le Receveur (signé): THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 20 décembre 2012.

Référence de publication: 2012166573/739.

(120221425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2012.

den i a.s.b.l., den i association sans but lucratif, Association sans but lucratif.

Siège social: L-3336 Hellange, 58, Wisestrooss.

R.C.S. Luxembourg F 9.386.

—
STATUTS

Les membres fondateurs:

Denis Garzaro

Fonctionnaire d'État

58, Wisestrooss

L-3336 Hellange

Thérèse Michaelis

Psychologue

62, rue St.Joseph

L-3736 Rumelange

Schmit Françoise

28, rue Nic. Conrady

L-3552 Dudelange

Nadine Grün

Enseignante

58, Wisestrooss

L-3336 Hellange

Guy Grün

11, rue Kalekerbach

L-4595 Differdange

Sandrine Esslinger

11, rue Kalekerbach

L-4595 Differdange

Pascal Bermes

9, Beetebuengerstrooss

L-3333 Hellange

Benoît Trullemans

Pédiatre

44, An der Merzel

L-8350 Gamich

Patrick Havé
Professeur Ingénieur
28, rue Nic Conrady
L-3552 Dudelange
Jean Beissel
Cardiologue
Directeur de l'INCCI
2A, rue Ernest Barblé
L-1210 Luxembourg
Françoise Hoffmann
Infirmière
15, rue Clair-Chêne
L-4061 Esch-sur-Alzette
Andrea Sabbatini
Avocat
15, rue Clair-Chêne
L-4061 Esch-sur-Alzette

créent par la présente une association sans but lucratif, régie par les dispositions de la loi du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif telle qu'elle a été modifiée et les présents statuts.

Titre I^{er} . Dénomination - Siège - Objet - Durée

Art. 1^{er} . Dénomination. L'Association porte la dénomination «den i association sans but lucratif», en abrégé den i asbl.

Art. 2. Siège social. L'Association a son siège social à L-3336 Hellange, 58, Wisestrooss.

Art. 3. Objet. L'Association a pour objet de soutenir la recherche scientifique et médicale sur la maladie génétique rare dénommée «Syndrome de Marfan», ainsi que, le cas échéant, sur d'autres maladies rares.

A cet effet, l'Association pourra, notamment et non limitativement, organiser ou co-organiser des manifestations telles que des séances d'information, des rencontres entre les acteurs de la recherche scientifique et médicale et le public, des séminaires, des journées d'étude et des activités de loisir et de récréation. L'Association pourra, à l'occasion de ces manifestations ou en dehors de celles-ci recueillir et recevoir des fonds qui seront destinés à financer ses activités.

L'Association a encore pour objet de rassembler, de synthétiser et de relayer vers les acteurs de la recherche scientifique et médicale les informations dont elle estime qu'elles seront de nature à être utiles pour le traitement du Syndrome de Marfan et, le cas échéant, d'autres maladies rares.

L'Association a encore pour objet de mettre en place un centre d'information et d'échange d'expériences, le cas échéant sur Internet, pour les personnes atteintes par le Syndrome de Marfan et, le cas échéant, par d'autres maladies rares ainsi que pour leurs familles, et plus généralement de soutenir, dans la mesure de ses possibilités, les personnes et familles en question.

L'Association a encore pour objet de publiciser le Syndrome de Marfan et, le cas échéant, d'autres maladies rares, par le moyen d'interventions dans les médias et à travers la mise en place d'un site Internet.

L'Association a encore pour objet de développer des contacts avec d'autres associations similaires et/ou complémentaires, luxembourgeoises ou étrangères.

L'Association a enfin pour objet de porter à la connaissance des pouvoirs publics les buts qu'elle poursuit et de les informer, par tout moyen, sur les problématiques, de quelque nature qu'elles soient, auxquelles sont confrontées les personnes atteintes par le Syndrome de Marfan et, le cas échéant, par d'autres maladies rares, du fait de leur maladie.

Elle mettra en œuvre les démarches nécessaires afin d'être reconnue d'utilité publique par les autorités compétentes.

De manière générale, l'Association pourra faire tout ce qui est directement ou indirectement lié à la réalisation de ses objectifs.

L'Association poursuit son action dans une stricte indépendance politique, idéologique et religieuse.

Art. 4. Durée. L'Association est constituée pour une durée indéterminée.

Titre II. Membres - Admission - Démission - Exclusion - Cotisations

Art. 5. Membres. Le nombre minimum des membres est fixé à trois.

L'admission en tant que nouveau membre de l'association fait l'objet d'une décision du Conseil d'administration statuant à la majorité des deux tiers.

Les membres peuvent à tout moment démissionner de l'association. Est réputé démissionnaire tout membre qui refuse de payer la cotisation lui incombant, après le délai de deux mois à compter du jour de l'échéance.

Les membres peuvent être exclus de l'Association, sur proposition du Conseil d'Administration, par décision de l'Assemblée Générale statuant à la majorité des deux tiers des voix lorsque d'une manière quelconque, ils portent gravement atteinte aux intérêts de l'Association, ou aux intérêts des autres membres.

Tout membre contre qui une mesure d'exclusion est proposée, sera convoqué par lettre recommandée à une Assemblée Générale pour y être entendu en ses explications. Ladite Assemblée statuera, même si l'intéressé dûment convoqué ne se présente pas.

A partir du jour de la proposition d'exclusion formulée par le Conseil d'Administration, jusqu'à la décision définitive de l'Assemblée Générale, le membre dont l'exclusion est envisagée est suspendu de plein droit de son éventuel mandat social.

La décision d'exclusion d'un membre prise par l'Assemblée Générale n'est pas susceptible de recours. Elle lui est notifiée par l'envoi, par lettre recommandée adressée dans les huit jours, d'une copie certifiée conforme de la décision de l'Assemblée Générale.

Le membre qui, pour quelque raison que ce soit, cesse de faire partie de l'association, est sans droit sur le fonds social.

Art. 6. Catégories de membres. L'Association se compose de membres effectifs et, le cas échéant, de membres d'honneur.

Membres effectifs:

Sont qualifiés de membres effectifs, les personnes physiques qui adhèrent à l'association et paient leur cotisation de membre dans les conditions prévues aux présents statuts

Le nombre de membres effectifs est illimité, mais ne peut être inférieur à trois.

Membres d'honneur:

La qualité de membre d'honneur peut être octroyée à une personne physique ou morale à qui le Conseil d'Administration désire rendre hommage pour le soutien apporté à l'Association, ou qui, par sa fonction, peut contribuer à son développement.

Les membres d'honneur jouissent dans l'Association d'un statut consultatif.

Art 7. Cotisations. Les membres paient une cotisation fixée annuellement par le Conseil d'Administration.

En aucun cas, la cotisation annuelle ne pourra être inférieure à EUR 10,- ni dépasser EUR 50,- par membre.

Les cotisations doivent être versées dans le mois de leur appel.

Les membres démissionnaires ou exclus n'ont aucun droit à faire valoir ni sur le patrimoine de l'Association ni sur les cotisations payées qui ne seront pas remboursées, ce même en cas de retrait de l'Association en cours d'année.

Titre III. Assemblées Générales

Art. 8. Composition - Pouvoirs. L'Assemblée Générale, qui se compose de tous les membres effectifs ayant réglé leur cotisation, est convoquée par le Conseil d'Administration régulièrement une fois par an, et, extraordinairement, chaque fois que les intérêts de l'Association l'exigent.

Les membres d'honneur peuvent assister à l'Assemblée Générale avec une voix consultative.

L'Assemblée Générale possède les pouvoirs qui lui sont expressément accordés par la loi ou par les présents statuts. Sont notamment réservées à sa compétence: les modifications aux statuts, la nomination ou la révocation des membres du Conseil d'Administration, l'approbation des comptes et budgets, la dissolution volontaire de l'Association et l'exclusion de membres.

Art. 9. Convocations - Réunions. L'Assemblée Générale se réunit annuellement et de plein droit au cours du premier semestre, aux jour, heure et lieu indiqués dans la convocation.

Une Assemblée Générale extraordinaire peut être convoquée par le Conseil d'Administration autant de fois que nécessaire. Elle doit l'être lorsque 1/5 des membres effectifs en font la demande par écrit, en précisant le ou les points apportés à l'ordre du jour.

Les convocations à l'Assemblée Générale contenant l'ordre du jour sont adressées, par courrier électronique ou postal, à chaque membre quinze jours au moins avant la réunion.

L'Assemblée Générale inclura dans son ordre du jour toute proposition écrite signée d'un vingtième au moins des membres figurant sur la dernière liste annuelle. Aucune décision ne peut être prise sur un objet n'y figurant pas.

Les Assemblées sont présidées par le Président de l'Association ou, par défaut, par le Vice-Président ou par le Trésorier.

Art. 10. Présence - Procurations - Votes - Modification des statuts. L'Assemblée Générale est valablement constituée quel que soit le nombre de membres effectifs présents ou représentés. Elle ne peut statuer que sur les points inscrits à l'ordre du jour.

Chaque membre effectif possède une voix, chaque membre effectif peut se faire représenter par un autre membre effectif de son choix. Aucun membre effectif ne peut être porteur de plus de trois procurations.

L'Assemblée Générale prend ses décisions à la majorité des membres effectifs présents ou représentés, sauf dans les cas où il en est décidé autrement par la loi ou les statuts.

Pour procéder à une modification des statuts, l'Assemblée Générale ne peut valablement délibérer que si l'objet de cette modification est spécialement indiqué dans la convocation et si l'Assemblée réunit les deux tiers des membres effectifs. La proposition de modification doit être adoptée à la majorité des deux tiers des voix. Si les deux tiers des membres effectifs ne sont pas présents ou représentés à la première réunion, une seconde réunion peut être convoquée, qui pourra délibérer quel que soit le nombre des membres effectifs présents; dans ce cas la décision sera soumise à l'homologation du tribunal civil.

Toutefois, si la modification porte sur l'un des objets en vue desquels l'Association s'est constituée, soit encore sur la dissolution, ces règles sont modifiées comme suit:

- a) la seconde assemblée ne sera valablement constituée que si la moitié au moins de ses membres effectifs sont présents ou représentés,
- b) la décision n'est admise dans l'une ou dans l'autre assemblée, que si elle est votée à la majorité des trois quarts des voix.
- c) si dans la seconde assemblée, les deux tiers des membres effectifs ne sont pas présents, la décision devra être homologuée par le tribunal civil.

Art. 11. Résolutions - Procès verbaux. Les résolutions de l'Assemblée Générale sont consignées dans les procès-verbaux, signés par le Président et le Secrétaire, effectif ou faisant fonction, membre du Conseil d'Administration. Les procès-verbaux sont tenus à la disposition des membres et des tiers sur demande écrite adressée au siège de l'Association.

Titre IV. Conseil d'Administration

Art 12. Composition - Élections - Durée du mandat. L'Association est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins et douze membres au plus élus parmi les membres effectifs titulaires. Les membres du Conseil d'Administration sont élus par l'Assemblée Générale. Les membres du Conseil d'Administration désignent entre eux un Président, un Vice-Président, un Secrétaire ainsi qu'un Trésorier.

Les membres du Conseil d'Administration sont élus pour une durée de deux ans par l'Assemblée Générale. Les mandats sont renouvelables.

Les membres sortants sont rééligibles. Tout membre du Conseil d'Administration peut démissionner avant la fin de son mandat, quelle qu'en soit la raison.

En cas de vacance d'un poste occupé, le Conseil d'Administration peut nommer un remplaçant qui restera en fonction jusqu'à la prochaine Assemblée Générale.

Le Conseil d'Administration peut déléguer certaines responsabilités à un ou plusieurs comités ad hoc, dont il détermine la composition et les pouvoirs spécifiques.

Le Conseil d'Administration pourra se doter d'un règlement interne et pourra adopter un règlement interne applicable aux membres de l'Association.

Art 13. Réunions - Votes - Procès-verbaux. Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation de son Président ou de son Vice-Président, par courrier simple ou électronique, au moins trois fois par an. Chaque membre du Conseil d'Administration peut se faire représenter par un autre membre de son choix. Aucun membre du Conseil d'Administration ne peut être porteur de plus d'une procuration. Au moins la moitié des membres doit être présente ou représentée pour que les décisions du Conseil d'Administration soient valables. Celles-ci sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

Art. 14. Pouvoirs - Signature. Le Conseil d'Administration gère les affaires et les avoirs de l'Association. Il exécute les directives à lui dévolues par l'Assemblée Générale conformément à l'objet de l'Association.

Il représente l'Association dans les relations avec les tiers. Pour que l'Association soit valablement engagée à l'égard de ceux-ci, la signature conjointe de deux membres du Conseil d'Administration en fonctions est nécessaire.

Titre V. Divers

Art. 15. Exercice social - Budget. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre. Par exception, le premier exercice débutera le jour de la constitution de l'Association pour se clôturer le 31 décembre 2012.

Chaque année, le Conseil d'Administration soumet à l'approbation de l'Assemblée Générale le rapport d'activités, les comptes de l'exercice écoulé et le budget du prochain exercice.

L'Assemblée Générale désignera deux membres qui ne pourront pas être membres du Conseil d'Administration pour procéder à la vérification des comptes et faire rapport à l'Assemblée Générale.

Art 16. Dissolution - Liquidation. Pour prononcer la dissolution de l'Association, l'Assemblée Générale doit se réunir en session spéciale, conformément à la procédure prévue aux articles 20 et 22 de la loi du 21 avril 1928 sur les associations

et les fondations sans but lucratif telle qu'elle a été modifiée. Pour délibérer valablement, les deux tiers au moins de ses membres effectifs doivent être présents ou représentés. Si l'Assemblée Générale n'est pas en nombre, il sera convoqué une seconde session de l'Assemblée Générale qui pourra alors prononcer la dissolution quelque soit le nombre des membres effectifs présents ou représentés.

La dissolution est prononcée lorsque deux tiers au moins des membres effectifs ont voté dans ce sens.

En cas de dissolution, l'Assemblée Générale nommera un ou plusieurs liquidateurs. Son patrimoine sera remis à titre de don à une association similaire ou à une œuvre de bienfaisance, sur proposition du Conseil d'Administration.

Art. 17 Liste des membres. La liste des membres est complétée chaque année par l'indication des modifications qui se sont produites et ce à la fin de chaque exercice social.

Art. 18. Ressources. Les ressources de l'Association comprennent notamment:

- les cotisations des membres,
- les subsides et subventions,
- les dons ou legs en sa faveur.

Art. 19. Bénévolat. Toutes les fonctions exercées dans les organes de l'Association ont un caractère bénévole et sont exclusives de toute rémunération.

Art. 20. Dispositions générales. Pour tout ce qui n'est pas réglementé par les présents statuts, il est renvoyé à la loi du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif telle qu'elle a été modifiée, ainsi qu'au règlement interne en vigueur.

Ainsi fait à Hellange, le 28 septembre 2012 par les membres fondateurs en autant d'exemplaires originaux que de membres fondateurs.

Denis Garzaro / Thérèse Michaelis / Françoise Schmit / Patrick Havé / Nadine Grün / Guy Grün / Sandrine Esslinger / Pascal Bermes / Jean Beissel / Françoise Hoffmann / Andrea Sabbatini / Benoit Trullemans.

Référence de publication: 2012168534/218.

(120221103) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2012.

Encana International Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 24.942,00.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 167.422.

In the year two thousand and twelve, on the twentieth day of the month of December;

Before the undersigned notary Carlo WERSANDT, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

THERE APPEARED:

ENCANA CORPORATION, a corporation duly amalgamated and existing under the Canada Business Corporation Act registered under Corporation number 434044-2 and having its registered office at 1800, 855-2nd Street SW, P.O. Box 2850, Calgary, Alberta, Canada T2P 2S5, Canada,

duly represented by Me Laurie-Anne TAKERKART-WOLF, lawyer, residing at L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse, by virtue of a power of attorney and proxy given under private seal in Calgary on 18 December 2012, which will, after having been signed "ne varietur" by the proxy-holder and the notary public, remain attached to the present deed for registration purposes.

The appearing party, represented as said before, declared and requested the notary to state that:

I. The appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of Encana International Holdings S.à r.l. (the "Absorbed Company No. 1"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 37, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 167.422. The Absorbed Company No. 1 was continued from Canada to Luxembourg pursuant to a deed of the undersigned notary, on March, 14, 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 720 dated March 19, 2012, p. 34527 which articles of association have been lastly amended by virtue of a notary deed received by the undersigned notary, on April 30, 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1204 of May 14, 2012 p. 57781.

II. The provisions of the law dated 10 August 1915 on Commercial Companies as amended (the "Law") have been respected:

1. The common draft terms of merger (the "Common Draft Terms of Merger") established by (i) the board of managers of Encana Finance Luxembourg S.à r.l., (the "Absorbing Company"), a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"), incorporated and organized under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under

number B 155.510, as the absorbing company, (ii) the board of managers of the Absorbed Company No. 1, as an absorbed company and (iii) the board of directors of Encana Global Holdings (Bermuda) Ltd. (the “Absorbed Company No. 2”), a company incorporated and organized under the laws of Bermuda, having its registered office at Clarendon House, 2 Church Street, Hamilton HM11, Bermuda, registered with the Bermuda Registrar of Companies under number 28973, as an absorbed company (hereinafter the Absorbed Company, the Absorbed Company No. 1 and the Absorbed Company No. 2 are collectively referred to as the “Merging Companies”), was duly deposited at the registered office of each of the Merging Companies on November 5, 2012, at least one month before the date of the present meeting convened to decide on the Common Draft Terms of Merger that was filed and published with the Luxembourg Companies’ and Trade Register on November 7, 2012 and published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations*, on November 13, 2012, under number 2751, pp. 132002. A legal notice regarding the merger was published in the Royal Gazette in Bermuda on November 21, 2012.

2. Pursuant to the provisions of Article 265 (3) and Article 266 (5) of the Law, the appearing party being the Sole Shareholder of the Merging Companies waived by means of resolutions taken under private seal the preparation and the examination of the documents required pursuant to Articles 265 and 266 of the Law (the “Waiver Resolutions”).

3. The Sole Shareholder confirmed by means of a certificate given under private seal as at December 18, 2012 (the “Certificate”) that it was entitled to inspect the documents required under article 267 of the Law at the registered office of each of the Merging Companies at least one month before the date of the meeting convened to decide on the present Draft Terms of Merger.

4. Evidence of the validity and legality of the completion of the acts and formalities in respect of the Merger for the Absorbing Company and the Absorbed Company No 1 has been confirmed by the undersigned notary who has issued the relevant certificates of validity on December 20, 2012 (the “Notary Certificates”) and evidence of the validity and legality of the completion of the acts and formalities in respect of the Merger for the Absorbed Company No 2 according to Bermudan Law has been given to the undersigned notary by means of a legal opinion issued by the Bermuda law firm Conyers Dill & Pearman on December 19, 2012 (the “Legal Opinion”).

5. The merger between the Merging Companies as set out in the Common Draft Terms of Merger (the “Merger”) will be legally effective on December 31, 2012, 24:00 CET, subject to the execution of these minutes and the minutes of the general meeting of the Sole Shareholder of Absorbing Company in front of the notary public approving the Merger on December 20, 2012. The Merger shall have no effect vis-à-vis third parties until after the publication of the minutes of the extraordinary general meetings of the Sole Shareholder of Absorbing Company and the Absorbed Company No. 1 in accordance with Article 9 of the Law which is contemplated to take place not before December 31, 2012.

The Waiver Resolutions, the Certificate, the Notary Certificates and the Legal Opinion will remain attached to the present deed for registration purposes.”

III. The agenda of the meeting is the following:

- 1) Approval of the Common Draft Terms of Merger;
- 2) Acknowledgement of the assumption, by operation of law, of all assets and liabilities of the Absorbed Company No. 1 by the Absorbing Company;
- 3) Acknowledgement that the Absorbed Company No. 1 will cease to exist without liquidation;
- 4) Granting of power of attorney to any manager of the Absorbed Company No. 1 or to any lawyer of the law firm WILDGEN, Partners in Law, to carry out any action necessary in relation to the resolutions to be taken on the basis of the present agenda;
- 5) Any other business necessary to give effect to the foregoing matters.

The Sole Shareholder, represented as here above stated, in its capacity as Sole Shareholder of the Absorbed Company No 1 asked the notary to state its resolutions as follows:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to approve the Common Draft Terms of Merger in the form as filed and published with the Luxembourg Companies and Trade Register on November 7, 2012 and published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations*, on November 13, 2012, under number 2751 p. 132002.

Second resolution

The Sole Shareholder resolved to acknowledge the assumption, by operation of law, of all assets and liabilities of the Absorbed Company No. 1 by the Absorbing Company under the terms and conditions as set out in the Common Draft Terms of Merger.

Third resolution

The Sole Shareholder acknowledged that the Absorbed Company No. 1 will cease to exist without prior liquidation at the Effective Date of the Merger.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolved to grant power to any manager of the Absorbed Company No. 1 or to any lawyer of the law firm WILDGEN, Partners in Law, with offices in Luxembourg, to carry out any action necessary in relation to the above resolutions.

There being no further business, the meeting was closed.

Expenses

The expenses, costs, fees and outgoing of any kind whatsoever borne by the Absorbed Company No. 1 as a result of the present deed are estimated at approximately six thousand seven hundred Euros (EUR 6,700.-).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party, the present deed is worded in English followed by a German version. At the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English text and the German text, the English text shall prevail.

Certification

In accordance with article 271 (2) of the Law, the undersigned notary inspected and certified by the present deed the existence of the Common Draft Terms of Merger and of all documents required by the Law maintained by the Absorbed Company No. 1 for the Merger.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, the said proxy holder signed together with the notary the present original deed.

Es folgt die deutsche Fassung des vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendwölf, am zwanzigsten Tag des Monats Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg;

IST ERSCHIENEN:

Encana Corporation, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung verschmolzen und bestehend gemäß dem "Canada Business Corporation Act" eingetragen unter der Gesellschaftsnummer 434044-2, mit eingetragenem Gesellschaftssitz in 1800, 855-2nd Street SW P.O. Box 2850, Calgary, Alberta, Kanada T2P 2S5, Kanada,

ordnungsgemäß vertreten durch Maître Laurie-Anne TAKERKART-WOLF, Rechtsanwältin, wohnhaft in Luxemburg, 69, Boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, ausgestellt am 18. Dezember 2012 in Calgary, Kanada, welche nach "ne varietur" Unterzeichnung durch die Bevollmächtigte und des Notars dieser Urkunde zum Zweck der Registrierung anliegend bleiben wird.

Die erschienene Partei, vertreten wie vorgenannt, erklärte und ersuchte den Notar, folgendes zu beurkunden:

I. Die erschienene Partei ist die Alleingesellschafterin (die "Alleingesellschafterin") von Encana International Holdings S.à r.l. (die "Absorbierte Gesellschaft Nr. 1"), einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), existierend unter den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburgs, mit satzungsmäßigem Gesellschaftssitz in 37, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 167.422. Die Absorbierte Gesellschaft Nr. 1 wurde gemäß einer Urkunde des unterzeichnenden Notars vom 14. März 2012, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 720 vom 19. März 2012, S. 34527 von Kanada nach Luxemburg migriert. Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt gemäß Urkunde des unterzeichnenden Notars vom 30. April 2012, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nummer 1204 vom 14. Mai 2012 abgeändert.

II. Die Vorschriften des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften wie abgeändert (das "Gesetz") wurden eingehalten:

1. Der gemeinsame Verschmelzungsplan (der "Gemeinsame Verschmelzungsplan") erstellt durch (i) die Geschäftsführung der Encana Finance Luxembourg S.à r.l. (die "Absorbierende Gesellschaft"), einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung ("société à responsabilité limitée") gegründet und existierend unter den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburgs, mit satzungsmäßigem Gesellschaftssitz in 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxemburg, eingetragen im Handelsund Gesellschaftsregister Luxemburg unter Nummer B 155.510, als absorbierende Gesellschaft, (ii) die Geschäftsführung der Absorbierten Gesellschaft Nr. 1, als eine absorbierende Gesellschaft, und (iii) der Verwaltungsrat der Encana Global Holdings (Bermuda) Ltd. (die "Absorbierte Gesellschaft Nr. 2"), einer Gesellschaft gegründet und existierend nach den Gesetzen Bermudas, mit satzungsmäßigem Gesellschaftssitz in Clarendon House, 2 Church Street, Hamilton HM11, Bermuda, eingetragen im Gesellschaftsregister Bermudas unter Nummer 28973, als eine absorbierende Gesellschaft, (die Absorbierende Gesellschaft, die Absorbierte Gesellschaft Nr. 1 und die Absorbierte Gesellschaft Nr. 2 werden zusammen als die "Verschmelzenden Gesellschaften" bezeichnet), wurde am 5. November 2012 und damit mindestens einen Monat vor Abhaltung vorliegender Hauptversammlung, welche über die Annahme des Gemeinsamen Verschmelzungsplans entschei-

det, ordnungsgemäß am eingetragenen Gesellschaftssitz niedergelegt, am 7. November 2012 im Gesellschafts-/ und Handelsregister Luxemburg registriert und veröffentlicht sowie am 13. November 2012 im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations unter Nummer 2751 S. 132002 veröffentlicht. Eine Mitteilung hinsichtlich der Verschmelzung wurde am 21. November 2012 im königlichen Amtsblatt Bermudas veröffentlicht.

2. Die erschiene Partei, die Alleingesellschafterin, hat gemäß den Vorschriften des Artikels 265 (3) sowie Artikel 266 (5) des Gesetzes aufgrund privatschriftlicher Beschlussfassung auf die Erstellung und Prüfung der nach Artikel 265 und 266 des Gesetzes erforderlichen Dokumente verzichtet (die "Verzichtsbeschlüsse");

3. Die Alleingesellschafterin bestätigt mittels einer privatschriftlichen Bescheinigung vom 18. Dezember 2012 (die "Bescheinigung"), dass sie die, nach Artikel 267 des Gesetzes erforderlichen Dokumente am eingetragenen Sitz der Verschmelzenden Gesellschaften mindestens einen Monat vor Abhaltung der vorliegenden Versammlung, die über den Gemeinsamen Verschmelzungsplan entscheidet, inspizieren konnte.

4. Die wirksame und ordnungsgemäße Durchführung sämtlicher Verschmelzungshandlungen und -formalitäten durch die Absorbierende Gesellschaft und die Absorbierte Gesellschaft Nr. 1 wurden seitens des unterzeichnenden Notars mittels Wirksamkeitszertifikate vom 20. Dezember 2012 (die "Notariellen Zertifikate") bestätigt. Ein Nachweis der wirksamen und ordnungsgemäßen Durchführung sämtlicher Verschmelzungshandlungen und -formalitäten durch die Absorbierte Gesellschaft Nr. 2 gemäß den Gesetzen Bermudas wurde dem Notar gegenüber mittels eines Rechtsgutachtens der Rechtsanwaltskanzlei Conyers Dill & Pearnan aus Bermuda vom 19. Dezember 2012 (das "Rechtsgutachten") erbracht.

5. Die Verschmelzung (die "Verschmelzung") der Verschmelzenden Gesellschaften wird, wie im Gemeinsamen Verschmelzungsplan vorgesehen, am 31. Dezember 2012, 24:00 Uhr unter der Voraussetzung der Durchführung der außerordentlichen Gesellschafterversammlung der der Gesellschafter der Absorbierenden Gesellschaft vor einem Notar am 20. Dezember 2012 und welche den gemeinsamen Verschmelzungsplan annimmt, rechtlich wirksam sein. Die Verschmelzung wird gegenüber Dritten bis zur Veröffentlichung der Protokolle der außerordentlichen Versammlungen der Gesellschafter der Absorbierten Gesellschaft Nr. 1 sowie der Absorbierenden Gesellschaft gemäß Artikel 9 des Gesetzes, welche nicht vor dem 31. Dezember 2012 stattfinden soll, kein rechtliche Wirkung entfalten.

Die Verzichtsbeschlüsse, die Bescheinigung, die Notariellen Zertifikate sowie das Rechtsgutachten werden der vorliegenden zum Zweck der Registrierung angefügt bleiben.

II. Die Tagesordnung vorliegender Versammlung war die Folgende:

1. Annahme des Gemeinsamen Verschmelzungsplans;
2. Zur Kenntnisnahme der Übernahme aller Aktiva und Passiva der Absorbierten Gesellschaft Nr. 1 durch die Absorbierende Gesellschaft kraft Gesetz;
3. Zur Kenntnisnahme der Auflösung der Absorbierte Gesellschaft Nr. 1 ohne vorherige Liquidation;
4. Bevollmächtigung eines jeden Geschäftsführers der Absorbierten Gesellschaft Nr. 1 oder eines jeden Rechtsanwalts der Kanzlei WILDGEN, Partners in Law, zur Vornahme jeglicher zur Durchführung oben genannten Tagesordnungspunkte notwendigen Handlung;
5. Verschiedenes, notwendig zur Durchführung der oben genannten Tagesordnungspunkte.

Die Alleingesellschafterin, vertreten wie vorgenannt, erklärte und ersuchte den Notar in ihrer Funktion als Alleingesellschafterin der Absorbierten Gesellschaft Nr. 1, folgendes zu beurkunden:

Erster Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschloss den Gemeinsamen Verschmelzungsplan in der am 7. November 2012 im Gesellschafts-/ und Handelsregister Luxemburg registrierten und veröffentlichten sowie am 13. November 2012 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations unter Nummer 2751 S. 132002 veröffentlichten Form anzunehmen.

Zweiter Beschluss

Die Alleingesellschafterin nahm die Übertragung aller Aktiva und Passiva der Absorbierten Gesellschaft Nr. 1 auf die Absorbierende Gesellschaft kraft Gesetz und zu den im Gemeinsamen Verschmelzungsplan genannten Bedingungen zur Kenntnis.

Dritter Beschluss

Die Alleingesellschafterin nahm die Auflösung der Absorbierten Gesellschaft Nr. 1 ohne vorherige Liquidierung zum Tag der Rechtswirksamkeit der Verschmelzung zur Kenntnis.

Vierter Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschloss jeden Geschäftsführer der Absorbierten Gesellschaft Nr. 1 oder jeden Rechtsanwalt der Kanzlei WILDGEN, Partners in Law, zu bevollmächtigen, jegliche zur Durchführung oben genannten Tagesordnungspunkte notwendigen Handlung vorzunehmen.

Da kein weiterer Tagesordnungspunkt vorgesehen wurde und kein weiterer Bedarf der Beratung bestand, wurde die Versammlung geschlossen.

149361

Kosten

Die ges-amten Kosten, Ausgaben Vergütungen und Auslagen, in welcher Form auch immer, welche zur Lasten der Absorbierten Gesellschaft Nr. 1 anlässlich dieser vorliegender Urkunde entstehen werden, werden auf ungefähr sechstausendsiebenhundert Euro (EUR 6.700,-) geschätzt.

Erklärung

Der unterzeichnende Notar, der die englische und deutsche Sprache versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Wunsch der Bevollmächtigten, die gegenwärtige Urkunde in englischer Sprache gefolgt von einer deutschen Übersetzung verfasst wurde. Gemäß dem Wunsch derselben Person und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Beurkundung

Der unterzeichnende Notar inspizierte und beurkundete im Rahmen der vorliegenden Urkunde gemäß Artikel 271 (2) des Gesetzes, die Existenz des Gemeinsamen Verschmelzungsplans sowie aller Dokumente, welche aufgrund Gesetzes von der Absorbierten Gesellschaft Nr. 1 erstellt und bereitgehalten werden müssen.

WORÜBER vorliegende notarielle Urkunde in Luxemburg aufgenommen wurde, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nachdem, die Urkunde der Bevollmächtigten der erschienen Partei vorgelesen worden ist, hat diese Bevollmächtigte die vorliegende Urkunde zusammen mit Uns, dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: Laurie-Anne TAKERKART-WOLF – Carlo WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 décembre 2012. LAC/2012/61685. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 24 décembre 2012.

Référence de publication: 2012168727/218.

(120223548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2012.

Ecosse Automotive Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 110.055.

In the year two thousand and twelve, on the seventh day of December.

Before Maître Paul Decker, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting of the shareholders of "ECOSSE AUTOMOTIVE HOLDING", a société anonyme having its registered office at 6, place de Nancy L-2212 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

incorporated pursuant to a deed by the undersigned notary on July 27th 2005, published in Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1463 on December 28th 2005,

registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies, Section B, under the number 110.055 (the "Company").

The meeting was declared open by Mrs Delphine Hensgen, private employee, with professional address at L-2740 Luxembourg, in the chair,

The Chairman appoint as secretary Mrs Diana Hoffmann, private employee, notary clerk, with professional address at L-2740 Luxembourg,

The meeting elected as scrutineer Mrs Géraldine Nucera, private employee, with professional address at L-2740 Luxembourg.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to record the following:

I. That the agenda of the meeting was the following:

Agenda

1. To dissolve the Company and to put the Company into liquidation.
2. To appoint the liquidator and to determine the powers to be given to the liquidator and the remuneration of the liquidator.
3. Miscellaneous.

II. That the shareholders represented as above, the proxyholders of the represented shareholders and the number of the shares held by the shareholders are shown on an attendance-list; this attendance-list, signed "ne varietur" by the proxyholders of the represented shareholders, the bureau of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

III. That the proxies of the represented shareholders, signed by the proxyholders, the bureau of the meeting and the undersigned notary will also remain annexed to the present deed.

IV. That the whole corporate capital was represented at the meeting and all the shareholders present or represented declared that they had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, and waived their right to be formally convened.

V. That the meeting was consequently regularly constituted and could validly deliberate on all the items of the agenda.

VI. That the general meeting of shareholders, each time unanimously, took the following resolutions:

First resolution

The general meeting of shareholders resolved to dissolve the Company and to put the Company into liquidation with immediate effect.

Second resolution

The general meeting of shareholders resolved to appoint Compliance & Control, (RCS Luxembourg B172482), having its registered office at 6, Place de Nancy L-2212 Luxembourg, as liquidator.

The general meeting of shareholders resolved that, in performing his duties, the liquidator shall have the broadest powers to carry out any act of administration, management or disposal concerning the Company, whatever the nature or size of the operation.

The liquidator shall have the corporate signature and shall be empowered to represent the Company towards third parties, including in court either as a plaintiff or as a defendant.

The liquidator may waive all property and similar rights, charges, actions for rescission; grant any release, with or without payment, of the registration of any charge, seizure, attachment or other opposition.

The liquidator may in the name and on behalf of the Company and in accordance with the law, redeem shares issued by the Company.

The liquidator may under its own responsibility, pay advances on the liquidation profits to the shareholders.

The liquidator may under its own responsibility grant for the duration as set by him to one or more proxy holders such part of his powers as he deems fit for the accomplishment of specific transactions.

The Company in liquidation is validly bound towards third parties without any limitation by the sole signature of the liquidator for all deeds and acts including those involving any public official or notary public.

The general meeting of shareholders resolved to approve the remuneration of the liquidator as agreed among the parties concerned.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at nine hundred euro (EUR,-900).

WHEREOF, The present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the appearing person, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le sept décembre,

Par devant Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

S'est réunie une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de "ECOSSE AUTOMOTIVE HOLDING", une société anonyme ayant son siège social au 6, place de Nancy L-2212 Luxembourg,

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 27 juillet 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1463 du 28 décembre 2005,

immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous la section B, numéro 110.055 (la "Société").

L'assemblée a été déclarée ouverte sous la présidence de Mademoiselle Delphine Hensgen, employée privée, domicilié professionnellement à L-2740 Luxembourg.

La présidente nomme comme secrétaire Mademoiselle Diana Hoffmann, employée privée, domiciliée professionnellement à L-2740 Luxembourg.

L'assemblée a choisi comme scrutateur Madame Géraldine Nucera, employée privée, domiciliée professionnellement à L-2740 Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, la présidente a exposé et prié le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

I. Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Dissolution de la Société et mise en liquidation de la Société;
2. Nomination d'un liquidateur et détermination des pouvoirs conférés au liquidateur et de la rémunération du liquidateur;
3. Divers.

II. Que les actionnaires représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions détenues par les actionnaires, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les mandataires des actionnaires représentés, les membres du bureau et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

III. Que les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées par les membres du bureau et le notaire soussigné resteront pareillement annexées au présent acte.

IV. Que l'intégralité du capital social était représentée à l'assemblée et tous les actionnaires présents ou représentés ont déclaré avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable et ont renoncé à leur droit d'être formellement convoqués.

V. Que l'assemblée était par conséquent régulièrement constituée et a pu délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

VI. Que l'assemblée a pris, chaque fois à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale des actionnaires a décidé la dissolution de la Société et la mise en liquidation de celle-ci, avec effet immédiat.

Deuxième résolution

L'assemblée générale des actionnaires a décidé de nommer Compliance & Control, B 172.482, ayant son siège social au 6, Place de Nancy L-2212 Luxembourg, comme liquidateur.

L'assemblée générale des actionnaires a décidé que, dans l'exercice de ses fonctions, le liquidateur disposera des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes d'administration, de gestion et de disposition intéressant la Société, quelle que soit la nature ou l'importance des opérations en question.

Le liquidateur disposera de la signature sociale et sera habilité à représenter la Société vis-à-vis des tiers, notamment en justice, que ce soit en tant que demandeur ou en tant que défendeur.

Le liquidateur peut renoncer à des droits de propriété ou à des droits similaires, à des gages, ou actions en rescision, il peut accorder mainlevée, avec ou sans quittance, de l'inscription de tout gage, saisie ou autre opposition.

Le liquidateur peut, au nom et pour le compte de la Société et conformément à la loi, racheter des actions émises par la Société.

Le liquidateur peut, sous sa propre responsabilité, payer aux associés des avances sur le boni de liquidation.

Le liquidateur peut, sous sa propre responsabilité et pour une durée qu'il fixe, confier à un ou plusieurs mandataires des pouvoirs qu'il croit appropriés pour l'accomplissement de certains actes particuliers.

La Société en liquidation est valablement et sans limitation engagée envers des tiers par la signature du liquidateur, pour tous les actes y compris ceux impliquant tout fonctionnaire public ou notaire.

L'assemblée générale des actionnaires a décidé d'approuver la rémunération du liquidateur telle que convenue entre les parties concernées.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance a été levée à 14.30 heures.

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à neuf cents euros (900,-EUR.).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec, le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: D.HENSGEN, D.HOFFMANN, G.NUCERA, P.DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 12 décembre 2012. Relation: LAC/2012/59186. Reçu 12.-€ (douze Euros).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, délivrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg

Luxembourg, le 27 décembre 2012.

Référence de publication: 2012169565/143.

(120224526) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

Woland S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 90.032.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

L'AN DEUX MILLE DOUZE, LE DIX-HUIT DECEMBRE.

Par devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des administrateurs de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de "WOLAND S.A. (en liquidation)", R.C.S. Luxembourg B 90032, avec siège social à L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains, constituée suivant acte reçu par Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg en date du 19 novembre 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1813 du 24 décembre 2002, page 86994.

Les statuts de la société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte par devant Maître Jacques DELVAUX, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 8 septembre 2010, publié au Mémorial C numéro 2658 du 3 décembre 2012, page 127546.

La société "WOLAND S.A.(en liquidation)" a été dissoute et mise en liquidation suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 28 novembre 2012, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

La séance est ouverte à 11.00 heures sous la présidence de M. Marco HONEGGER, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à Milan.

Le Président désigne comme secrétaire M. Massimiliano SELIZIATO, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur M. Federico FRANZINA, expert-comptable, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président expose ensuite:

I.- Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée par les membres du bureau que les 25.600 (vingt-cinq mille six cents) Actions A et les 3.200 (trois mille deux cents) Actions B, représentant la totalité du capital social sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, tous les actionnaires ayant accepté de se réunir sans convocation préalable, après avoir pris connaissance de l'ordre du jour.

Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires tous représentés et des membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal, ensemble avec les procurations, pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1. Présentation et approbation du rapport du commissaire-vérificateur à la liquidation;
2. Décharge à accorder aux administrateurs et au commissaire aux comptes en fonctions lors de la mise en liquidation de la Société;
3. Décharge au liquidateur et au commissaire à la liquidation pour leur mandat respectif;
4. Désignation de l'endroit où les livres et documents sociaux devront être déposés et conservés pendant cinq ans;
5. Clôture de la liquidation;
6. Mandats à confier en vue de clôturer les comptes de la Société et d'accomplir toutes les formalités;
7. Divers.

L'assemblée après avoir approuvé l'exposé du Président et avoir reconnu qu'elle était régulièrement constituée prend, après délibération, à l'unanimité des voix les résolutions suivantes.

Première résolution

La société TRUSTSER S.A., ayant son siège social au 3, Rue des Bains, L-1212 Luxembourg, R.C.S. B 145916, nommée commissaire-vérificateur, a fait son rapport, lequel est approuvé par l'assemblée générale extraordinaire.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de donner décharge de toute responsabilité présente et future tant aux administrateurs en fonction et au commissaire en fonction au moment de la mise en liquidation, et décharge est donnée aux membres du bureau.

Troisième résolution

L'assemblée décide de donner décharge de toute responsabilité présente et future tant au liquidateur qu'au commissaire à la liquidation pour l'exercice de leurs mandats respectifs.

Quatrième résolution

L'assemblée décide que les livres et documents de la société resteront déposés pendant 5 années au 5, Place du Théâtre, L-2613 Luxembourg et en outre que les sommes et valeurs éventuelles revenant aux actionnaires ou aux créanciers qui ne se seraient pas présentés à la clôture de la liquidation seront déposés auprès d'un compte bancaire spécialement ouvert auprès de UBI Banca International SA, 37/A av. J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Cinquième résolution

L'assemblée prononce la clôture de la liquidation de la société "WOLAND S.A. en liquidation", qui cessera d'exister.

Sixième résolution

L'assemblée donne pouvoir au liquidateur, la société ELDEK S.A., ayant son siège social à 3, Rue des Bains, L-1212 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 160814, afin d'effectuer les opérations de clôture selon le rapport du commissaire-vérificateur et aussi d'effectuer toutes les opérations financières et autres, nécessaires pour réaliser la clôture matérielle de la liquidation, y compris celui de conduire éventuellement des procès en la matière.

Clôture de l'assemblée

Toutes les résolutions qui précèdent ont été prises chacune séparément et à l'unanimité des voix.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: M. HONEGGER, M. SELIZIATO, F. FRANZINA, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 21 décembre 2012. Relation: RED/2012/1800. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 27 décembre 2012.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2012170197/79.

(120224421) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

AFP (Germany) II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 172.962.

—
STATUTES

In the year two thousand and twelve, on the sixteenth of November;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

THERE APPEARED:

"AFP (Germany) S.à r.l.", a société à responsabilité limitée existing under the laws of Luxembourg, and having its registered office at 43, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, in process of registration with the Trade Register of Luxembourg,

here represented by Mr. Christian DOSTERT, notary clerk, residing professionally in L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, by virtue of a proxy given under private seal; such proxy after signature "ne varietur" by the proxy-holder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time.

Such appearing party, represented as said before, has requested the officiating notary to document the deed of incorporation of a "société à responsabilité limitée" (limited liability partnership company) which it deems to incorporate herewith and the articles of association of which are established as follows:

Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. There is hereby formed a "société à responsabilité limitée", limited liability company, governed by the present articles of incorporation and by current Luxembourg laws, especially the laws of August 10th, 1915 on commercial companies, of September 18th, 1933 and of December 28th, 1992 on "sociétés à responsabilité limitée", as amended, and the present articles of incorporation.

At any moment, a sole shareholder may join with one or more joint shareholders and, in the same way, the following shareholders may adopt the appropriate measures to restore the unipersonal character of the Company. As long as the Company remains with one sole shareholder, he exercises the powers devolved to the General Meeting of shareholders.

Art. 2. The Company's name is "AFP (Germany) II S.à r.l."

Art. 3. The objects of the Company are to invest in real estate located in any country whatsoever, whatever the acquisition modalities including but not limited to the acquisition by way of sale or enforcement of security. The Company may also invest in a portfolio of domestic or foreign securities or similar instruments, including but not limited to shares, warrants and equity securities, bonds, notes, loans and other debt instruments or securities, trade receivables or other forms of claims, obligations, to enter into any other agreements relating to such portfolio and to grant and receive pledges, guarantees or other security interests of any kind under any law.

The Company may also:

- obtain loans, convertible into equity instruments or not, or any other form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue of notes, bonds and other debt instruments or debt securities, convertible into equity instruments or not, or otherwise;

- enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company, or any directors or officers of the Company or any of the Connected Companies (as defined hereafter) and to render any assistance to the Connected Companies, within the limits of Luxembourg Law;

- enter into agreements, including, but not limited to:

- underwriting agreements, marketing agreements, real estate management agreements, advisory agreements, administration agreements, selling agreements and other contracts for services;

- bank and cash administration agreements, liquidity facility agreements, credit insurance agreements and agreements creating security;

- advance, lend or deposit money or give credit to its subsidiaries or other companies in which it has a direct or indirect interest, even not substantial, or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company (hereafter referred to as the "Connected Companies" and each as a "Connected Company").

For purposes of this article, a company shall be deemed to be part of the same "group" as the Company if such other company directly or indirectly owns, is in control of, is controlled by, or is under common control with, the Company, in each case whether beneficially or as trustee, guardian or other fiduciary. A company shall be deemed to control another company if the controlling company possesses, directly or indirectly, all or substantially all of the share capital of the company or has the power to direct or cause the direction of the management or policies of the other company, whether through the ownership of voting securities, by contract or otherwise; it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a banking activity.

In addition to the foregoing, the Company can perform all legal, commercial, technical and financial investments or operation and in general, enter into all transactions agreements and arrangements which are necessary to fulfil its object as well as all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its object in all areas described above, however without taking advantage of the Act of July 31, 1929, on Holding Companies.

Art. 4. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the management should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the management of the Company.

Art. 5. The Company is constituted for an unlimited duration.

Art. 6. The life of the Company does not come to an end by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder.

Art. 7. The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any shareholder are neither allowed, in circumstances, to require the sealing of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the administration

of the Company. They must for the exercise of their rights refer to financial statements and to the decisions of the meetings.

Capital - Shares

Art. 8. The Company's capital is set at EUR 12,500 (twelve thousand five hundred euro), represented by 100 (one hundred) shares of EUR 125 (one hundred and twenty-five euro) each.

Art. 9. Each share confers an identical voting right at the time of decisions taking.

Art. 10. The shares are freely transferable among the shareholders.

Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless members representing at least three-quarter of the corporate capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Otherwise it is referred to the provisions of articles 189 and 190 of the co-ordinate law on trading companies.

The shares are indivisible with regard to the Company, which admit only one owner for each of them.

Management

Art. 11. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of shareholders holding a majority of votes.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the single signature of any of the members of the board of managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may subdelegate his powers for specific tasks to one several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, boards of managers will be validly held provided that the majority of managers are present.

In this case, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented.

The board meetings should be held in Luxembourg. In extraordinary circumstances and if necessary the use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that each participating member of the Board of Managers is able to hear and to be heard by all other participating members whether or not using this technology, and each participating member of the Board of Managers shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by phone.

The powers and remunerations of any managers possibly appointed at a later date in addition to or in the place of the first managers will be determined in the act of nomination.

Art. 12. Any manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a mandatory he is only responsible for the execution of his mandate.

The company shall indemnify any manager and his heirs, executors and administrators, against expenses, damages, compensation and costs reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a manager of the Company, or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement, and only to the extent the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 13. Managers decisions are taken by meeting of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of managers by appointing in writing or by telefax, cable, telegram or telex another manager as his proxy.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the managers' meeting.

In such cases, resolutions or decisions shall be expressly taken, either formulated by writing by circular way, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopier, or by phone, teleconferencing or other telecommunications media.

Shareholders decisions

Art. 14. Shareholders decisions are taken by shareholder's meetings.

However, the holding of meeting is not compulsory as long as the shareholders number is less than twenty-five.

In such case, the management can decide that each shareholder shall receive the whole text of each resolution or decisions to be taken, expressly drawn up by writing, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopier.

Art. 15. Resolutions are validly adopted when taken by shareholders representing more than half of the capital.

If this quorum is not attained at a first meeting, the shareholders are immediately convened by registered letters to a second meeting.

At this second meeting, decisions will be taken at the majority of voting shareholders whatever majority of capital be represented.

However, decisions concerning an amendment of the articles of association must be taken by a majority vote of shareholders representing the three quarters of the capital.

Every meeting shall be held in Luxembourg or such other place as the managers may from time to time determine.

A sole shareholder exercises alone the powers devolved to the meeting of shareholders by the dispositions of Section XII of the law of August 10th, 1915 on sociétés á responsabilité limitée.

As a consequence thereof, all decisions which exceed the powers of the managers are taken by the sole shareholder.

Financial year - Balance sheet

Art. 16. The Company's financial year begins on January 1st and closes on December 31st.

Art. 17. Each year, as of the 31st of December, the management will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the manager(s) toward the company.

At the same time, the management will prepare a profit and loss account which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.

Art. 18. Each shareholder may inspect at the head office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account.

Art. 19. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisation, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year five percent of the net profit will be transferred to the statutory reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued capital but must be resumed till the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, it has been broken into.

The balance is at the disposal of the shareholders.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these articles of incorporation.

The excess is distributed among the shareholders. However, the shareholders may decide, at the majority vote determined by the relevant laws, that the profit, after deduction of the reserve and interim dividends if any, be either carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Winding-up - Liquidation

Art. 20. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remuneration.

When the liquidation of the Company is closed, the assets of the Company will be attributed to the shareholders at the pro-rata of their participation in the share capital of the company.

A sole shareholder can decide to dissolve the Company and to proceed to its liquidation, assuming personally the payment of all the assets and liabilities, known or unknown of the Company.

Applicable law

Art. 21. The laws here above mentioned in article 1st shall apply in so far as these Articles of Incorporation do not provide for the contrary.

Transitory measures

Exceptionally the first financial year shall begin today and end on December 31, 2013.

Subscription - Payment

All the 100 (one hundred) shares representing the capital have been entirely subscribed by AFP (Germany) S.a r.l., prenamed, and fully paid up in cash, therefore the amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred euro) is as now at the disposal of the Company AFP (Germany) II S.a r.l., proof of which has been duly given to the notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about nine hundred euro.

General meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1) Is appointed as manager for an undetermined duration

- Mrs. Anne DELORD, with professional address at 43 Avenue J.F. Kennedy, 3rd Floor, L-1855 Luxembourg;

- Mrs. Priscille FOURNEAUX, with professional address at 43 Avenue J.F. Kennedy, 3rd Floor, L-1855 Luxembourg;

In accordance with article eleven of the by-laws, the company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the sole signature of any of the members of the board of managers.

2) The Company shall have its registered office at L-1855 Luxembourg, 43 Avenue J.F. Kennedy, 3rd Floor.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed with Us the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le seize novembre.

Par-devant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

COMPARAIT:

AFP (Germany) S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit de Luxembourg, et ayant son siège social au 43, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché of Luxembourg, en cours d'immatriculation au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg;

ici représentée par Monsieur Christian DOSTERT, clerc de notaire, demeurant professionnellement au L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, en vertu d'une procuration sous sein privé lui délivrée; laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de documenter l'acte de constitution d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer par les présentes et dont les statuts sont établis comme suit:

Dénomination - Siège - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Il est constitué par cet acte une société à responsabilité limitée, régie par les présents statuts et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur, notamment par celles du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée et du 28 décembre 1992 sur les sociétés à responsabilité limitée, telles que modifiées, ainsi que par les présents statuts.

A tout moment, un associé unique peut s'associer à un ou plusieurs partenaires et, de la même manière, les associés ultérieurs peuvent prendre toutes mesures appropriées pour restaurer le caractère unipersonnel de la société. Aussi longtemps que la Société demeure avec un seul associé, ce dernier exerce les pouvoirs attribués à l'Assemblée Générale des associés.

Art. 2. La dénomination de la société sera "AFP (Germany) II S.à r.l.".

Art. 3. Les objets de la Société sont d'investir dans l'immobilier localisé dans n'importe quel pays, quelles que soient les modalités d'acquisition notamment, sans que ceci soit limitatif, l'acquisition par voie d'achat ou suite à l'exercice de sûretés. La Société peut également investir dans un portefeuille comprenant des titres ou autres instruments, luxembourgeois ou étrangers tels que, mais sans que cela soit limitatif, des actions, warrants et autres titres représentatifs de

capital, des obligations, des prêts et autres instruments similaires, des créances commerciales ou autres formes de créances, des dettes, des obligations, de conclure des contrats relatifs à ce portefeuille et de fournir des gages, garanties et autres sûretés de toutes sortes soumis à une quelconque loi.

La Société peut également:

- conclure des emprunts, convertibles en instruments représentatifs de capital ou non, ou tout autre forme de moyen de crédit et réunir des fonds, et notamment émettre des obligations, des billets à ordre, des titres de créance et autres dettes, convertibles en instruments représentatifs de capital ou non, ou par tout autre moyen;

- accorder toutes garanties, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de Sociétés Apparentées (telles que définies ci-après) et d'apporter toute assistance aux Sociétés Apparentées, dans les limites autorisées par la loi luxembourgeoise;

- conclure des contrats et notamment, sans que cette liste soit limitative:

- des contrats de garantie, des accords de distribution, des contrats de gestion immobilière, des contrats de conseils, des contrats d'administration et autres contrats de services, des contrats de vente et tout autre contrat de services;

- des contrats bancaires, contrats de facilités de crédit, des contrats d'assurance-crédit et des contrats portant sur des garanties.

- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ses filiales ou aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, même non substantiel, ou à toutes sociétés, qui seraient actionnaires, directs ou indirects, de la Société, ou encore à toutes sociétés appartenant au même groupe que la Société (ci-après les "Sociétés Apparentées" et chacune une "Société Apparentée");

Pour cet article, une société sera considérée comme appartenant au même "groupe" que la Société si cette autre société, directement ou indirectement, détient, contrôle, est contrôlée par ou est sous contrôle commun avec, la Société, que ce soit comme détenteur ultime, trustee ou gardien ou autre fiduciaire. Une société sera considérée comme contrôlant une autre société si elle détient, directement ou indirectement, tout ou une partie substantielle de l'ensemble du capital social de la société ou dispose du pouvoir de diriger ou d'orienter la gestion et les politiques de l'autre société, que ce soit aux moyens de la détention de titres permettant d'exercer un droit de vote, par contrat ou autrement. Il est entendu que la Société n'effectuera aucune opération qui pourrait l'amener à être engagées dans des activités pouvant être considérées comme une activité bancaire.

La Société peut réaliser toutes opérations légales, commerciales, techniques ou financières et en général toutes opérations nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social ou en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à faciliter l'accomplissement de celui-ci, sans vouloir bénéficier du régime fiscal particulier organisé par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés de participation financières.

Art. 4. Le siège social est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision modificatrice des statuts. Le siège social pourra être transféré dans la commune par décision de la gérance.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou succursales, au Luxembourg et à l'étranger.

Au cas où la gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise. Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par la gérance.

Art. 5. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 7. Les créanciers, représentants, ayants-droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées.

Capital - Parts sociales

Art. 8. Le capital social est fixé à EUR 12,500 (douze mille cinq cent euros), représenté par 100 (cent) parts sociales de EUR 125 (cent vingt-cinq euros) chacune.

Art. 9. Chaque part sociale confère un droit de vote identique lors de la prise de décisions.

Art. 10. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Aucune cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé ne peut être effectuée qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Pour le reste, il est référé aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales. Les parts sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

Gérance

Art. 11. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés. Les gérants peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution des associés titulaires de la majorité des votes.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) a(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la signature individuelle de chacun des membres du conseil de gérance.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y en a) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

En cas de pluralité de gérants, les réunions du conseil de gérance se tiendront valablement si la majorité des gérants sont présents.

Dans ce cas, les résolutions du conseil de gérance sont adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés.

Les conseils de gérance se tiendront à Luxembourg. En cas de circonstances extraordinaires l'utilisation de la vidéo conférence et de conférence téléphonique est autorisée si chaque participant est en mesure d'entendre et d'être entendu par tous les membres du Conseil de Gérance participants, utilisant ou non ce type de technologie. Ledit participant sera réputé présent à la réunion et sera habilité à prendre part au vote via téléphone ou la vidéo.

Les pouvoirs et rémunérations des gérants éventuellement nommés postérieurement en sus ou en remplacement des premiers gérants seront déterminés dans l'acte de nomination.

Art. 12. Un gérant ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

La Société indemniserà tout gérant et leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous frais, dommages, coûts et indemnités raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes de gérants, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et que de ce fait ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite pour les cas où ils auraient été déclarés coupables pour négligence grave ou pour avoir manqué à leurs devoirs envers la Société; en cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les matières couvertes par l'arrangement transactionnel et dans le cas où la Société serait informée par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'aura pas manqué à ses devoirs envers la Société. Le droit à indemnisation qui précède n'exclut pas pour les personnes susnommées d'autres droits auxquels elles pourraient prétendre.

Art. 13. Les décisions des gérants sont prises en réunions du conseil de gérance.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par télécopie, câble, télégramme ou télex un autre gérant pour le représenter.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance.

Dans ces cas, les résolutions ou décisions à prendre seront expressément prises, soit formulées par écrit par voie circulaire, par courrier ordinaire, électronique ou télécopie, soit par téléphone, téléconférence ou autre moyen de télécommunication.

Décisions des associés

Art. 14. Les décisions des associés sont prises en assemblées générales.

Toutefois, la tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés est inférieur à vingt-cinq.

Dans ce cas, chaque associé recevra le texte complet de chaque résolution ou décision à prendre, expressément formulées et émettra son vote par écrit, transmis par courrier ordinaire, électronique ou télécopie.

Art. 15. Les résolutions ne sont valablement adoptées que pour autant qu'elles soient prises par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée, une seconde assemblée sera immédiatement convoquée par lettre recommandée.

Lors de cette deuxième assemblée, les résolutions seront adoptées à la majorité des associés votant quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Toute assemblée se tiendra à Luxembourg ou à tout autre endroit que la gérance déterminera.

Un associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 relatives aux sociétés à responsabilité limitée.

Il s'ensuit que toutes décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par l'associé unique.

Exercice social - Comptes annuels

Art. 16. L'exercice social commence le premier janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 17. Chaque année, avec effet au 31 décembre, la gérance établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes actives et passives, avec une annexe contenant en résumé tous ses engagements, ainsi que les dettes des gérants et associés envers la société.

Au même moment la gérance préparera un compte de profits et pertes qui sera soumis à l'assemblée ensemble avec le bilan.

Art. 18. Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

Art. 19. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde est à la disposition des associés.

Les associés peuvent décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par les gérants duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

Le solde du bénéfice net est distribué entre les associés. Néanmoins, les associés peuvent, à la majorité prévue par la loi, décider qu'après déduction de la réserve légale et des dividendes intérimaire le cas échéant, le bénéfice sera reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés au pro rata de leur participation dans le capital de la Société.

Un associé unique peut décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et passifs, connus et inconnus, de la Société.

Loi applicable

Art. 21. Les lois mentionnées à l'article 1^{er}, ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'est pas dérogé par les présents statuts.

Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice commencera le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2013.

Souscription - Libération

Les 100 (cent) parts sociales représentant l'intégralité du capital social ont toutes été souscrites par AFP (Germany) S.à r.l., prénommé, et ont été intégralement libérées par des versements en numéraire, de sorte que la somme de EUR 12,500 (douze mille cinq cent euro) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société AFP (Germany) II S.à r.l., ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

149373

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ neuf cents euro.

Assemblée générale

Immédiatement après la constitution de la Société, le comparant précité, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1) Est nommé gérant pour une durée indéterminée

- Madame Anne DELORD, avec adresse professionnelle au 43, avenue J.F. Kennedy, 3^e étage, L-1855 Luxembourg;

- Madame Priscille FOURNEAUX, avec adresse professionnelle au 43, avenue J.F. Kennedy, 3^e étage, L-1855 Luxembourg;

Conformément à l'article 11 des statuts, la Société se trouvera engagée par la seule signature du gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la signature individuelle de chacun des membres du conseil de gérance.

2) Le siège social de la Société est établi à L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy, 3^e étage.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. DOSTERT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 20 novembre 2012. LAC/2012/54786. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 novembre 2012.

Référence de publication: 2012154920/424.

(120204412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2012.

All41 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.400,00.

Siège social: L-1318 Luxembourg, 58, rue des Celtes.

R.C.S. Luxembourg B 172.938.

—
STATUTS

L'an deux mil douze, le dix-sept octobre.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

ONT COMPARU:

1. DEPRINCE, CHERPION & ASSOCIÉS SPRL, une société constituée et existante sous le droit belge, établie et ayant son siège social à Avenue des Croix de Guerre, 149 bte 13, B-1120 Neder-Over-Heembeek, immatriculée auprès de la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0890.994.191, représentée par son gérant Monsieur Vincent DEPRINCE, conseil fiscal, demeurant à 307, chemin du Prince, B-7050 Masnuy-Saint-Jean,

2. ALTERN & TAKE SPRL, une société constituée et existante sous le droit belge, établie et ayant son siège social à Avenue des Croix de Guerre, 149 bte 13, B-1120 Neder-Over-Heembeek, immatriculé auprès de la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0829.296.451, représentée par son gérant Madame Anne-Carole DONZE, demeurant à 20, rue André Fauchille, F-59 Marco-en-Baroeul,

3. PC MANAGEMENT SC SPRL, une société constituée et existante sous le droit belge, établie et ayant son siège social à Rue de Chaudfontaine, 13 à B-4020 Liège, immatriculé auprès de la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0847.360.920, ici représentée par son gérant Monsieur Pascal CELEN, réviseur d'entreprises, demeurant à 5, rue de Chaudfontaine, B-4020 Liège, B-4020 Liège,

Les comparants sub 1. à 3. Sont tous ici représentés par Monsieur Laurent CHERPION, conseil fiscal, demeurant à 6, avenue de Ghelderode, B-1780 Wemmel en vertu de trois procurations sous seing privé données à Bruxelles, à Marco-En-Baroeul et à Liège le 15 octobre 2012,

lesquelles procurations, après avoir été signées "ne varietur" par le mandataire des comparantes et le notaire instrumentaire, resteront annexées aux présentes pour être formalisées avec elles.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . - Forme juridique - Objet - Dénomination - Siège - Durée

Art. 1^{er} . Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée et leurs lois modificatives, dont celle du 28 décembre 1992 relative à la société à responsabilité limitée unipersonnelle, ainsi que par les présents statuts.

A tout moment, un associé peut s'adjoindre un ou plusieurs coassociés et, de même, les associés peuvent prendre les mesures appropriées tendant à établir le caractère unipersonnel de la Société.

Art. 2. La société a pour objet le conseil économique et financier, le conseil stratégique et opérationnel, le conseil dans les domaines de la gestion, de la communication et du management des compétences, le conseil pour la mise en place de systèmes administratifs et comptables ainsi que toutes prestations de commerce et de secrétariat y afférent. La société a pour objet l'analyse, l'étude d'implantation, la gestion et l'organisation de centres informatiques, la consultance, l'importation, l'exportation, l'achat, la vente en gros et/ou en détail, la location et le leasing de tous biens matériels, systèmes, programmes et services se rattachant directement ou indirectement au domaine informatique, les prestations de services, conseils, de courtage et plus généralement toutes opérations relatives au traitement de l'information, de textes, d'images et de médias.

La société a pour objet la prise de participations financières dans toutes les sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion et la mise en valeur de son portefeuille, Elle peut accomplir toutes opérations généralement quelconques commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou non à son objet dans les domaines administratifs, commerciaux ou industriels.

La société a pour objet la gestion de son propre patrimoine immobilier par l'achat, la location, la mise en valeur et la vente de toutes propriétés et droits immobiliers, aussi bien au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Elle peut s'intéresser par toute voie dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue, similaire ou connexe, ou de nature à favoriser le développement de son entreprise. Dans l'exercice de toutes ses activités, la société pourra également par simple décision du ou des gérants établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Elle pourra faire des emprunts avec ou sans garantie et accorder tous concours, avances, garanties ou cautionnements à d'autres personnes physiques ou morales.

Art. 3. La Société est constituée sous la dénomination de All41 S. à r.l.

Art. 4. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Luxembourg.

Le siège social pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision de l'assemblée générale des associés.

Art. 5. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Titre II. - Capital - Parts sociales

Art. 6. Le capital social de la Société est fixé à douze mille quatre cents euros (EUR 12.400,-), représenté par mille (1.000) parts sociales d'une valeur nominale de douze Euros quarante Centimes d'Euro (EUR 12,40) chacune, toutes intégralement souscrites et entièrement libérées.

Chaque part sociale donne droit à une fraction des avoirs et bénéfices de la Société en proportion directe au nombre des parts sociales existantes.

Art. 7. Toutes cessions entre vifs de parts sociales détenues par un associé unique comme leur transmission par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux, sont libres.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne sont cessibles dans ce même cas à des non-associés qu'avec le consentement préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts sociales ne peuvent être dans le même cas transmises pour cause de mort à des non-associés, excepté aux héritiers réservataires et au conjoint survivant, que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Les associés existants ont en toute hypothèse un droit de préemption sur les parts à céder, respectivement un droit de souscription préférentiel en cas d'augmentation de capital.

En cas de cession en conformité avec les dispositions de l'article 189 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, la valeur d'une part est calculé sur base du bilan moyen des trois dernières années et, si la Société ne compte pas trois exercices, sur la base du bilan de la dernière ou de ceux des deux dernières années.

Titre III. - Gérance

Art. 8. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révoqués par l'associé unique ou, selon le cas, les associés.

Le ou les gérant(s) sont nommés pour une durée indéterminée et ils sont investis dans la représentation de la Société vis-à-vis des tiers des pouvoirs les plus étendus.

Des pouvoirs spéciaux et limités pourront être délégués à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, associés ou non, pour des affaires déterminées.

Vis-à-vis des tiers la Société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle d'un gérant.

Titre IV. - Décisions de l'associé unique - Décisions collectives d'associés

Art. 9. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés à responsabilité limitée.

Il s'ensuit que toutes décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus au(x) gérant(s) sont prises par l'associé unique.

En cas de pluralité d'associés, les décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus au(x) gérant(s) seront prises en assemblée.

Titre V. - Année sociale - Bilan - Répartitions

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 11. Chaque année, au trente et un décembre, il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la Société, ainsi qu'un bilan et un compte de profits et pertes.

Le solde du compte de profits et pertes, après déduction des dépenses, frais, amortissements, charges et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net annuel de la société sera transféré à la réserve légale de la Société jusqu'à ce que cette réserve atteigne un dixième du capital souscrit. Si à un moment quelconque et pour n'importe quelle raison, la réserve légale représentait moins d'un dixième du capital social, le prélèvement annuel de cinq pour cent reprendrait jusqu'à ce que cette proportion d'un dixième soit retrouvée.

Le surplus du bénéfice net est attribué à l'associé unique ou, selon le cas, réparti entre les associés. Toutefois, l'associé unique, ou, selon le cas, l'assemblée des associés à la majorité fixée par les lois afférentes, pourra décider que le bénéfice, déduction faite de la réserve, pourra être reporté à nouveau ou être versé à un fonds de réserve extraordinaire.

Titre VI. - Dissolution

Art. 12. La Société n'est pas dissoute automatiquement par le décès, la faillite, l'interdiction ou la déconfiture d'un associé.

Les héritiers et créanciers du comparant ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit requérir l'apposition de scellés, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration ou de sa gérance.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par le ou les gérant(s) en fonctions ou, à défaut, par un ou plusieurs liquidateur(s) nommé(s) par l'associé unique ou, selon le cas, par l'assemblée des associés. Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera attribué à l'associé unique ou, selon le cas, partagé entre les associés dans la proportion des parts dont ils seront alors propriétaires.

Titre VII. - Dispositions générales

Art. 13. Pour tous les points non expressément prévus aux présents statuts, le ou les associés se réfèrent à la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date d'aujourd'hui et finira le 31 décembre 2012.

Souscription - Libération

Les parts sociales d'une valeur nominale de douze Euros et quarante Centimes d'Euro (12,40 EUR) ont été souscrites comme suit:

DEPRINCE, CHERPION & ASSOCIES SPRL, prénommée:

500 parts sociales

ALTERN & TAKE SPRL, prénommée:

250 parts sociales

PC MANAGEMENT SC SPRL, prénommée:

250 parts sociales

Toutes les parts sociales ont été intégralement souscrites et libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille quatre cents euros (12.400,- EUR) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant qui le constate expressément.

Frais

Les comparants ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent au souscripteur ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ mille cent euros (1.100,- EUR).

Décisions des associés

1) La société est administrée par 2 gérants nommés pour une durée indéterminée:

- Monsieur Laurent CHERPION, conseil fiscal, né le 3 février 1976 à Etterbeek (B), demeurant à 6, avenue de Ghelderode, B-1780 Wemmel,

- Monsieur Vincent DEPRINCE, conseil fiscal, né le 28 février 1968 à Mons (B), demeurant à 307, chemin du Prince, B-7050 Masnuy-Saint-Jean,

2) L'adresse du siège social est fixée à L-1318 Luxembourg, 58, rue des Celtes.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: L. Cherpion et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 18 octobre 2012. Relation: LAC/2012/48937. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

Pour expédition conforme, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 novembre 2012.

Référence de publication: 2012154142/155.

(120203656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2012.

Assya Asset Management Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 102.499.

EXTRAIT

Lors de l'assemblée générale extraordinaire de la Société qui s'est tenue le 27 novembre 2012 l'actionnaire unique a décidé:

- de ratifier de la nomination par cooptation de Monsieur Thierry Leyne au poste d'administrateur intervenue lors du conseil d'administration de la Société qui s'est tenu le 3 juillet 2012 avec effet au 3 juillet 2012 et jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2017;

- de nommer Monsieur Alain Gaignage, né le 20 décembre 1971 à Namur (Belgique) et demeurant 15, Ceinture des Rosiers, L-2446 Howald, en tant que nouvel administrateur de la Société avec effet au 27 novembre 2012 et jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2017;

- d'accepter de la démission de Monsieur Philippe Van Malder à la date du 27 novembre 2012 en tant qu'administrateur de la société.

Lors du conseil d'administration de la Société qui s'est tenu le 28 novembre 2012, le conseil d'administration a décidé:

- de déléguer l'administration journalière de la Société à Monsieur Alain Gaignage avec effet au 28 novembre 2012 et jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2017;

- d'accepter la démission de Monsieur Philippe Van Malder de son mandat de délégué à l'administration journalière de la Société à la date du 28 novembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ASSYA ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A.

Mélanie Sauvage

Mandataire

Référence de publication: 2012157488/27.

(120207926) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2012.